

**UNIVERSITE D'ANTANANARIVO**

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie  
Département ECONOMIE

---

Option : « Macroéconomie et Modélisation »

Mémoire pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise es-Sciences Economiques

**INVESTISSEMENT DIRECT CHINOIS A  
MADAGASCAR :  
AVANTAGES ET RISQUES**

Impétrant : ANDRIATSITOHAINA Tantely Ny Hasina

Encadrée par Professeur RAMIARAMANANA Jeannot

---

Date de soutenance le 29 mai 2012



**UNIVERSITE D'ANTANANARIVO**

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie  
Département ECONOMIE

---

Option : « Macroéconomie et Modélisation »

Mémoire pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise es-Sciences Economiques

**INVESTISSEMENT DIRECT CHINOIS A  
MADAGASCAR :  
AVANTAGES ET RISQUES**

Impétrant : ANDRIATSITOHAINA Tantely Ny Hasina

Encadrée par Professeur RAMIARAMANANA Jeannot

---

Date de soutenance le 29 mai 2012

## REMERCIEMENTS

Je tiens à adresser mes sincères remerciements ainsi que ma profonde gratitude à :

- Dieu Tout Puissant pour tous les jours qu'il daigne m'accorder, pour la santé, la force, le courage qu'Il m'a fait dons.
- Tous les Enseignants et Responsables au sein de l'Université d'Antananarivo, pour les rôles respectifs qu'ils assurent dans l'Enseignement Supérieur, permettant ainsi l'accomplissement de notre formation académique, je cite particulièrement
- Mr Fanjava REFENO Chef de Département Economie.
- Mon encadreur Professeur Jeannot Ramiaramanana pour toute l'aide qu'il a porté à mon égard, pour tout le temps qu'il a bien voulu me consacrer et pour ses précieux conseils.
- Tous les centres d'information, qui m'ont fourni les renseignements nécessaires pour accomplir ce présent mémoire.
- Ma famille et à mes amis, qui m'ont soutenue moralement et financièrement durant tout ces moments.

Mes chaleureux remerciements vont aussi à ceux qui de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

## **LISTE DES TABLEAUX :**

**Tableau 1** : Accord signé de 2003 – 2006

**Tableau 2** : Stock d'IDE de la Chine à Madagascar

**Tableau 3** : Flux d'IDE de la Chine à Madagascar

**Tableau 4** : Evolution de la structure des capitaux sociaux détenus par les investisseurs étrangers à Madagascar

**Tableau 5** : Le stock d'IDE reçu selon le pays de résidence des investisseurs étrangers de 2007-2009

**Tableau 6** : Répartition des flux d'IDE selon le pays d'origine « Hors activité extractives »

**Tableau 7** : Evolution des nombres d'actionnaires chinois dans les entreprises d'IDE nouvellement créées entre 2007 à 2009

**Tableau 8** : Quelques zones franches chinois œuvrant à Madagascar en 2011

**Tableau 9** : Effectif du personnel permanent employé en 2006 par les entreprises d'IDE Chinois

**Tableau10** : Evolution du PIB par habitant et du taux de croissance économique de 2006-2009

**Tableau 11**: Evolution des échanges commerciaux sino-malgache de 2006-2008

## **LISTE DE GRAPHIQUE :**

**Graphique 1** : Evolution de quelques agrégats de la balance de paiement de Madagascar de 2001-2009 :

## GLOSSAIRE

**Investissement direct étranger :** L'Investissement Direct étranger est un investissement qu'une entité résidente d'une économie « investisseur direct » effectuent dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'accueil de l'investissement direct).

**Forum sino-africain :** C'est une conférence qui se tient tout les 3 ans depuis 2000 dans le but de discuter des relations économiques entre la Chine et quelques pays d'Afrique.

**Firme multinationale :** Ce sont des entreprises d'investissements directs exerçant leurs activités ailleurs que dans leur pays d'origine. Elle se compose d'une société mère et de ses filiales.

## INTRODUCTION

L'Investissement Direct Etranger est une stratégie de développement proposée par la Banque Mondiale, pour la lutte contre la pauvreté et pour assurer la croissance rapide de l'économie. De toutes les formes de capitaux étrangers telles que l'emprunt, les aides, l'investissement de portefeuille, l'IDE est la forme la moins coûteuse.

De ce fait, les pays en voie de développement tels que Madagascar incitent les étrangers à investir de plus en plus depuis les années 80 en créant un environnement favorable à ces investissements. En d'autres termes, les gouvernements de ces PVD introduisent les IDE dans leurs stratégies de développement. En effet, au cours des années 80 et 90, Madagascar a adopté la stratégie de libéralisation des économies en développement qui a mis en exergue la nécessité des Investissements Directs Etrangers au sein de la Nation, du fait du renforcement de leur intégration dans l'économie mondiale, mais aussi par le poids non négligeable de ces firmes dans le processus de développement et de réduction de la pauvreté.

De l'autre côté, la montée en puissance de la Chine se fait ressentir dans le monde depuis 1978. Ce pays ne cesse de se développer depuis cette époque et d'étendre son influence à travers le monde et ce, malgré les crises économiques sévères des années 1990 avec tout particulièrement la crise asiatique de 1997 dont la Chine ne subit aucun contre coup, et récemment la crise financière de 2008 dont le pays s'en remet bien plus rapidement que prévu par les spécialistes économiques de tout bord.

En termes d'IDE, la Chine commença en effet en 1979 avec un taux d'Investissements Directs à l'Etranger (IDE) de 0% pour atteindre en 2009 une valeur totale de 43,3 milliards après un déclin en 2008 de l'ordre de 30% à 40%<sup>1</sup>. A Madagascar, les IDE provenant de la Chine ne manquent pas, les firmes multinationales chinoises s'implantent dans divers branches de l'économie et commence à occuper une place de plus en plus importantes. Généralement, l'IDE est un vecteur potentiel de croissance économique pour le pays d'accueil.

La question est de savoir : dans quelles mesures les investissements directs de la Chine à Madagascar contribuent-t-ils dans le développement économique du pays ?

---

<sup>1</sup> Chiffres officiels du ministère de l'économie chinoise.

En ce sens, le but de ce travail est donc de déterminer les risques que peut revêtir ces investissements chinois afin d'y prévenir pour que ces investissements profitent à l'économie Malgache.

Pour ce faire nous nous référons au rapport annuel des IDE à Madagascar de 2000-2011 mené par l'INSTAT et la Banque centrale, et aussi, une étude comparative des impacts des investissements de la Chine dans d'autres pays de l'Afrique permettra de déterminer les risques liés à ces investissements. Aussi, une enquête personnalisée a aussi été réalisée dans le but de recueillir plus d'informations.

Cela couvre certes un vaste champ d'étude mais compte tenu du temps relativement limité nous nous efforcerons de dégager l'essentiel.

Il s'avère nécessaire cependant de souligner l'importance des notions de base et des théories liées à cette matière pour pouvoir bien articuler nos arguments.

Pour mieux combiner également la théorie et la pratique, nous procéderons également à une analyse des réalités concrètes en nous référant à des données réelles.

Face à l'étendue du champ d'étude ainsi ouvert, nous allons adopter le plan suivant. La première partie sera consacrée à un cadre conceptuel et une approche méthodologique des investissements directs étrangers. Quant à la deuxième partie, elle se penchera spécifiquement sur les investissements directs chinois à Madagascar et enfin la troisième partie sera consacrée aux avantages et risques de ces investissements pour l'économie Malgache.

# PARTIE I : CADRE CONCEPTUEL ET APPROCHE METHODOLOGIQUE DES IDE.

---

## *Chapitre I : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS*

### **I. HISTORIQUE :**

L'investissement international existait depuis le temps mais c'est depuis quelques années qu'il connaît un essor spectaculaire suite à l'intégration croissante de l'économie nationale, par les pressions exercées par la concurrence internationale et le processus de libre échange et de l'ouverture de nouveaux domaines d'investissements.

Son apparition s'est fait vers la fin du Moyen-âge, avec la généralisation des pratiques bancaires et la lente formation des Etats modernes<sup>1</sup>.

Ainsi le premier mouvement de capitaux s'est organisé aux XVIème et XVIIème siècles autour des villes de commerce et auprès des cours royales et princières (Amsterdam, Anvers, Londres, Bruges ).

Le premier investisseur international est le commerçant. L'extension du commerce colonial ouvre l'extension de l'investissement hors l'Europe avec l'apparition des compagnies coloniales.

L'activité commerciale implique des investissements en comptoirs<sup>2</sup>, en entrepôts, en installations portuaires.

A partir du XVIIIème siècle, de nouvelles formes d'investissements internationaux se présentent telles que les prêts bancaires et les investissements des grandes Sociétés.

---

<sup>1</sup> « Investissements étrangers et firmes multinationales » support de cours N°04 en Economie internationale par Fano Andriamahefazafy 2001-2002.

<sup>2</sup> Etablissement commercial fondé par une nation à l'étranger

C'est au début du XIX<sup>ème</sup> siècle qu'on a constaté un accroissement considérable des investissements internationaux, c'étaient des investissements européens provenant surtout de la Grande Bretagne. C'étaient en général des investissements de portefeuille qui étaient consacrés à des dépenses publiques et à des travaux d'infrastructures tels que les chemins de fer.

Au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, ces investissements de portefeuille diminuent continuellement au profit des investissements directs. C'est là que des premières firmes multinationales s'étaient constituées. A titre d'illustrations, l'installation d'une firme pharmaceutique Allemande "Bayer" aux Etats Unis en 1865 et aussi d'une firme Anglaise "Singer" en 1867.

Grâce à la capacité d'adaptation de la Grande Bretagne à la révolution industrielle, les Anglais étaient devenus les premiers investisseurs directs à l'étranger avant 1914 quand ils ont implanté leurs entreprises au Canada, en Inde et en Russie.

De 1914 à 1939, on a constaté un renversement de la hiérarchie des investissements étrangers. Les Etats Unis étaient devenus les premiers exportateurs de capitaux.

A la fin de la Deuxième Guerre Mondiale entre les années 50-55, les investissements correspondaient aux flux d'investissements des firmes américaines en Europe. La création de la Communauté Economique Européen (CEE) a incité de plus en plus ces firmes à investir en Europe.

Dans les années 60, une part croissante des investissements s'était orientée vers les pays en voie de développement. Cela s'effectuait non entre les pays anciennement métropoles et les pays nouvellement indépendants mais plus entre métropoles et pays colonisés.

Dans les années 1965 à 1975, le fait marquant des Investissements directs est l'implantation des firmes américaines et européennes dans les pays à bas salaires de l'Asie du Sud Est. Ainsi 50% des transferts de capitaux des pays américains et européens étaient destinés aux économies les plus dynamiques de l'Asie du Sud Est (Hong-Kong, Singapour, Corée du Sud, Taipei) et surtout la Chine.

A partir des années 1975, l'évolution des investissements directs suivait des tendances :

- La première tendance fut la concentration des investissements dans les pays développés et ceux à destination des pays en développement se limitaient dans l'exploitation des produits primaires (branche extractive)<sup>1</sup>.

C'est à partir des années 80 qu'on a constaté un accroissement des flux d'investissement destinés pour les pays en développement. Ce mouvement s'est accompagné d'un déplacement progressif de la destination des capitaux du secteur primaire vers le secteur manufacturier.

- La deuxième tendance est le renversement de la situation des Etats Unis. Cela veut dire que ce pays pendant longtemps principale source d'investissements devient un pays de destination des Investissements directs.

- Enfin une troisième tendance significative a été le rôle croissant des investissements dans le continent d'Asie du sud, de l'Est et du Sud Est. Même si en 1997 ce continent a connu une chute brutale des flux d'investissements ; 6pays dont la Chine, Hong Kong, Singapour, Taïwan, la Thaïlande et la Corée recevaient 95% des flux d'IDE en 2001.

Par ailleurs la Chine en qui se base notre étude, était en 2002 le premier pays d'accueil des IDE<sup>2</sup> dans le monde et en 2008, il a tenu la 13<sup>ème</sup> place sur les premiers pays investisseurs dans le monde.

## **II. DEFINITIONS ET CARACTERISTIQUES:**

### **1. Les Investissements directs étrangers :**

Les Investissements Directs sont des investissements qu'une entité résidente d'une économie « investisseur direct » effectuent dans le but d'acquérir un intérêt durable<sup>3</sup> dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'accueil de l'investissement direct). Par ailleurs, il y a donc une relation entre eux, de telle façon que l'investisseur exerce une influence significative sur la gestion de l'entreprise. Cette dernière constitue la caractéristique principale de l'ID. L'investisseur a, du même coup, un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise.

---

<sup>1</sup> « Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar » in « Economie de Madagascar Revue N°1 » p187. Banque mondiale par Mireille Rakotomalala

<sup>2</sup> « Les Investissements directs étrangers » par Claire Mainguy édition l'Harmattan p68

<sup>3</sup> C'est une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'Entreprise

Les entreprises représentent souvent des unités d'un complexe multinational dont la rentabilité globale dépend des avantages qui peuvent être dégagés par l'exploitation des diverses ressources dont dispose l'investisseur dans les unités situées dans des économies différentes. Outre les revenus des investissements, les investisseurs peuvent tirer d'autres avantages comme la possibilité de toucher des commissions de gestion et d'autres sources de revenus.

En termes plus simples, l'Investissement Direct Etranger est un investissement réalisé à l'étranger par des sociétés transnationales ou multinationales en vue d'acquérir des actifs et de gérer des activités de production sur place.

## **2. L'entreprise ID :**

Dans la réalité, on entend par entreprise ID une entreprise dotée ou non de la personnalité morale, dans laquelle un investisseur direct – résident d'une autre économie – détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non dotée d'une personnalité morale distincte). En effet, un investisseur direct à Madagascar doit résider hors de Madagascar pour qu'on puisse parler de l'investissement direct.

L'entreprise ID peut se présenter sous la forme :

### **2.1. *Entreprise filiale :***

On peut considérer une société A en tant que filiale d'une autre société B si la société B a le droit de désigner ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration de la société A ou bien si elle possède plus de la moitié des droits de vote des actionnaires. Plus précisément, l'investisseur qui est non résident dans le pays doit détenir plus de 50% de capital. La société B qui exerce une influence sur la société filiale A est qualifiée de société-mère ou de maison-mère.

### **2.2. *Société affiliée :***

On peut parler d'une société affiliée dans le cas où un investisseur détient au maximum 50% du capital. Une telle influence permet à l'Entreprise B de détenir au moins 50% des droits

de vote des actionnaires de la société A et le droit de participation active à la gestion de ce dernier.

### **2.3. Succursale :**

En ce qui concerne les entités succursales, une société A est considérée comme une succursale d'une autre société B si la société B détient 100% de ses droits de vote. Les succursales sont donc des entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct. Du moins, la succursale est dotée d'une certaine autonomie de gestion par rapport à la société-mère.

## **3. L'investissement direct étranger par rapport aux théories :**

Dans l'approche macroéconomique, telle qu'elle est préconisée par les keynésiens, elle considère la croissance comme l'ultime intérêt à l'aboutissement de leur étude.

### **3.1. Le modèle de croissance Harrod-Domar :**

L'importance de l'investissement dans la conception et la mise en œuvre des politiques économiques fondées sur une croissance forte, saine et durable est à l'origine des nombreux travaux réalisés dans la littérature économique. En effet, la théorie économique à travers le très populaire modèle de Harrod-Domar, prône que l'accumulation du stock de capital physique est indispensable à la dynamique de la croissance économique. Aussi, ce modèle nous montre que la croissance de la population et du stock de connaissances étant exogènes, l'investissement net devient alors le seul facteur sur lequel les autorités de la politique économique peuvent agir.

L'idée principale est que la production dépend du montant du capital investi. Toute accumulation de capital provoque un effet de revenu (création de vagues successives de revenus) et un effet de capacité (accroissement des capacités de production).

Equations du modèle : Il existe une relation entre la production Y et le capital K.

$K/Y = k$  implique  $Y = K/k$  où k (cte) est le coefficient du capital

$$\Delta Y = \Delta K/k \text{ Équivaut } \Delta K = k\Delta Y \quad (1)$$

Soit g le taux de croissance de la production, tel que  $g = \frac{\Delta Y}{Y} = \frac{\Delta Y}{Y} * \frac{1}{k}$  (2)

$\Delta K$ , Au niveau macroéconomique est égal à la variation de l'investissement I qui doit être égale à l'épargne S, ainsi :  $\Delta K/Y$  devient  $I/Y$  laquelle est égale à  $S/Y$ , soit le taux d'épargne s.

$$g = \frac{s}{k} \quad (3)$$

Cette formule est le résultat principal du modèle Harrod-Domar, elle montre que le capital créé par les investissements est le principal facteur de la croissance. On voit donc que si dans un pays où l'épargne est insuffisante, le taux de croissance peut être stimulé par des transferts de capitaux via les Investissements directs étrangers.

### **3.2. Théorie du double déficit <sup>1</sup> :**

Le problème de développement de Madagascar est conforme à la théorie avancée par Hollis Chenery et Alan Strout en 1960 qui part du principe selon lequel les pays en voie de développement sont caractérisés par « la faiblesse de leur épargne nationale » ainsi que le « manque de devises ».

Cette théorie est appelée « Théorie du Double Déficit ». Elle complète la théorie Harrod-Domar, qui est en accord avec le fait que la faiblesse d'investissement est une cause de sous-développement.

En effet, l'un des caractères du sous développement est l'existence de cercles vicieux, l'une des causes de celles-ci par exemple : « la faiblesse de l'épargne ». En effet, quand l'épargne est faible, les investissements sont faibles ce qui empêchent le pays dans sa productivité. Par conséquent, la production diminue entraînant la baisse du revenu donc le retour à la diminution de la part épargnée (la consommation est plus importante).

Dans les pays sous développés, l'exportation n'est pas au meilleur de sa forme par rapport à l'importation. Il y a donc plus de sorties que d'entrées de devises dans les PED, d'où « le manque de devises ». La faiblesse des exportations par rapport aux importations est due à la faiblesse de la production (lenteur à cause du manque de progrès techniques en machinerie et main d'œuvre, insuffisance d'industrie, etc.), les normes internationales qui empêchent le produits des PED à trouver des marchés pour écouler leurs produits.

Ainsi, la nécessité des IDE est justifiée vu que ces derniers sont à la fois « Capital pour Investissement » et « Devise » car ils proviennent de l'extérieur, ils comblent donc ce double déficit.

En bref, le problème de développement de Madagascar est contraint du double déficit : double écart ou dual gap c'est-à-dire manque d'épargne et manque de devises. Ainsi, les investissements directs extérieurs seraient à promouvoir pour relancer l'économie de ce pays car

---

<sup>1</sup> Les théories économiques par Mr Rakoto David in support de cours 2010

ils constituent un apport additionnel de capitaux qui viennent s'ajouter au stock de capital du pays d'accueil aussi bien qu'à ses réserves en devises.

### **3.3. La théorie de la croissance endogène :**

Les théories de la croissance endogène, soulignent l'importance de l'accumulation du capital humain et du progrès technique dans le processus de développement, l'IDE y est perçu comme un vecteur potentiellement puissant de transfert de connaissances dans les pays en développement. On considère aujourd'hui que le capital humain et le progrès technique sont déterminés de manière endogène. La recherche et développement (R&D), l'accumulation du capital humain et les externalités apparaissent comme des ingrédients-clés de la croissance, auxquels les pays en développement peuvent accéder, en théorie, grâce aux IDE.

## **4. Les firmes multinationales FMN :**

En parlant d'IDE, il est difficile de ne pas considérer ce qu'on appelle « firmes multinationales (FMN), ou multinationales, ou transnationales ». Ces firmes constituent le principal vecteur d'IDE dans le monde. D'une manière générale, les FMN sont des entreprises d'investissements directs exerçant leurs activités ailleurs que dans leur pays d'origine.

Une multinationale se compose d'une société mère et de filiales ou sites dans au moins un autre pays, généralement dans de très nombreux pays même. Cette stratégie d'implantation à l'étranger déployée par les FMN joue un rôle croissant dans les échanges internationaux, du fait qu'elle permet surtout aux pays du Tiers Monde d'augmenter leurs exportations, aussi bien de produits primaires que de produits manufacturés.

Une définition plus simpliste nous est donnée par F.Chesnais à travers celle de R Vernon. En effet, selon ce dernier une firme est dite multinationale si "elle possède des filiales industrielles dans au moins six pays"<sup>1</sup>.

### **4.1. Apport théorique :**

Les FMN sont présents dans presque tous les pays du monde, c'est pourquoi de nombreux auteurs se sont intéressés aux nombreuses raisons qui poussent ces derniers à se multinationaliser.

---

<sup>1</sup> F Chesnais, La mondialisation du capital, Syros, 1994

- **HYMER** explique la raison qui pousse les firmes à multinationaliser à travers sa « **Théorie sur la concurrence monopolistique** ».

Selon lui, le phénomène de multinationalisation permet à la firme de jouir des avantages spécifiques qu'elle possède sur les concurrents locaux à l'étranger comme la possession de technologies avancées, une main d'œuvre qualifiée ou une bonne connaissance des marchés internationaux. Seule l'entreprise en situation de monopole pourra se multinationaliser car il est difficile de survivre dans un milieu où elle n'a pas l'habitude, notamment des pratiques judiciaires ou des usages nationaux...

D'après l'interprétation de Hymer, l'entreprise monopole s'efforce de se multinationaliser pour valoriser sa potentialité afin de la mettre à l'international pour un meilleur rendement. Ainsi, cette stratégie va permettre à la firme de s'élargir d'où il sera plus difficile pour ces concurrents de l'évincer.

- **R.VERNON** explique à travers sa « **Théorie du cycle du produit**<sup>1</sup> » la raison pour laquelle une entreprise opère à l'international.

Selon cet auteur l'innovation de produit permet d'avoir un avantage comparatif favorisant l'exportation sur des marchés d'autres pays. Généralement, un produit passe par 3 étapes dans sa vie : la phase de lancement où le produit apparaît comme un bien de luxe acheté par les consommateurs à fort revenu, puis la phase de croissance où les nouveaux concurrents apparaissent sur le marché en produisant le même produit, et la phase de maturité qui est caractérisée par une production de grande échelle, une forte intensité de capital et une rude concurrence entre les entreprises .

C'est dans cette dernière phase (phase de maturité) que l'entreprise choisit de délocaliser sa production là où la demande est plus forte , les coûts de production plus faibles et la technologie de production déjà maîtrisée.

En effet, accroître et même conserver ses parts de marché, exige pour une entreprise de produire moins cher que ses concurrents, notamment en jouant sur le prix des facteurs tels que le travail ou les matières premières. Cette recherche permanente du moindre coût a amené les entreprises à délocaliser leur production. D'où le phénomène de multinationalisation est considéré comme le résultat de l'évolution du cycle de vie du produit de Vernon.

---

<sup>1</sup>F Chesnais, La mondialisation du capital, Syros, 1994, p. 65

- **J. DUNNING** dans ses travaux, donne une analyse des avantages qu'une firme tire de la multinationalisation. C'est ainsi qu'il a considéré cinq types de firmes multinationales selon leur comportement productif :

➤ Les « **Ressources Seekers** » : ce type de firme, s'implantent à l'étranger pour être plus compétitif grâce à la quête de ressources particulières telles que main-d'œuvre à moindre coût ou des ressources indisponibles dans son lieu de résidence.

➤ Les « **Market Seekers** » : Ce sont des firmes qui recherchent la rentabilité de l'approvisionnement sur le marché local. En général, elles tiennent compte de la taille du marché dans l'arbitrage entre exporter vers une économie à l'étranger ou s'y implanter.

➤ Les « **Efficiency Seekers** » : Ce sont des firmes qui recherchent l'efficacité de l'économie d'échelle et de la diversification des risques en s'implantant à l'étranger.

➤ Les « **Strategy Asset** ou **capability Seekers** » : C'est une forme d'acquisition d'action à l'étranger pour promouvoir leurs objectifs de long terme. Elles sont motivées par le renforcement de leur compétitivité ou par la baisse de compétitivité de leurs concurrents.

➤ Le dernier type regroupe les firmes qui adoptent des stratégies d'investissement pour échapper à des restrictions afin de soutenir l'activité d'autres filiales ou tout simplement des investissements passifs dans le but d'accroître le capital.

En bref, ces firmes multinationales s'implantent dans une autre économie pour un motif de rentabilité, pour être de plus en plus compétitives et pour devancer ces concurrents. Cependant, il est opportun de mentionner les politiques des pays d'accueil comme déterminants à la multinationalisation. C'est pourquoi dans notre deuxième chapitre nous allons voir les déterminants des IDE à Madagascar.

#### **4.2. Les stratégies d'implantation des FMN :**

Les FMN sont à l'origine de la formation des IDE, et leur stratégie d'implantation permet de définir la forme que prennent les investissements d'un pays à un autre.

Sans entrer dans les détails superflus il nous est cependant indispensable de rappeler brièvement la signification de ces formes d'implantation des FMN.

➤ **Les acquisitions – fusion :**

Au fil de la croissance des pays d'accueil des IDE les majeures parties de ces derniers se sont formés sous les traits de la fusion acquisition. On entend par "**acquisition- fusion** " le rachat d'une société par un tiers. En effet, il est admis que le rachat d'une société déjà existante procure plus d'avantages que d'en construire une nouvelle notamment en termes de coûts liés à l'implantation, en termes d'acquisition de clientèle... Et dans la mesure où le but de tout entrepreneur producteur est le profit par la minimisation des coûts, les investisseurs issus des firmes multinationales utilisent cette stratégie pour mieux s'intégrer dans un nouveau marché extérieur.

➤ **Les joint-ventures ou coentreprise :**

On entend par entreprise de "**joint-venture**" une entreprise issue d'un partenariat de 2 capitalistes ou les 2 parties détient une part plus ou moins égale. Caractérisés par ce partenariat, la joint-venture présente quatre aspects:

- celui passé entre deux firmes d'un même pays ;
- celui passé entre une firme étrangère et une firme locale ;
- celui passé entre deux firmes provenant de pays différents et décidant d'exploiter un marché situé dans un pays quelconque ;
- ou bien finalement un partenariat mixte entre l'administration du pays d'accueil et une firme étrangère.

La joint-venture s'observe lorsque les moyens financiers du pays d'accueil sont limités d'où le pays fixe une condition sur les investissements ou bien lorsque l'exploitation nécessite la mise en commun d'apport technologique. Cette forme de coopération est celle qui est en train de se développer à travers les accords de coopération ou bien les alliances stratégiques.

➤ **Les implantations de filiales :**

Pour les investisseurs étrangers, implanter de filiales permet en outre de contourner les barrières tarifaires entre les pays mais aussi de se créer un créneau sur un marché dit porteur. Il peut s'agir donc des implantations de filiales en vue de contrôler les ressources de matières premières comme dans le cas des pays de l'Amérique Latine mais il peut aussi d'une stratégie de pénétration de marché difficile d'accès du fait des barrières commerciales

➤ **Les licences franchises et sous traitance :**

**\* Les licences d'exploitation :**

Une stratégie assez courante des FMN à travers ces investissements est la vente des licences. Les licences permettent aux firmes de s'internationaliser à travers leurs procédés de fabrication ou de leurs connaissances technologiques. Par ailleurs, ces brevets leur fournissent un revenu et donnent à l'acheteur le droit d'exploiter la dite technologie dans la limite des termes du contrat.

Généralement, ces licences ne sont octroyées que lorsque la firme est sûre que les demandeurs ne deviendront pas plus tard une firme concurrente. Il s'agit donc de technologies déjà dépassées et que la firme rentière a déjà innové pour s'assurer une position de leader dans son domaine.

**\*La franchise :**

La franchise quant à elle se fait plus précise en termes de licence d'exploitation. Il s'agit en effet de fournir à l'acquéreur un savoir-faire commercial ou des méthodes de gestion...

**\*La sous-traitance**

La sous traitance consiste à déléguer tout ou partie de la production à des firmes tierces. La firme dirigeante bénéficie des activités de la firme sous traitante tout en se dégageant des coûts d'exploitation et en se donnant les coudées franches pour mieux gérer ses activités. En bref, les firmes créent des liens multiples avec d'autres firmes soit par vente de licence soit par voie de sous-traitance créant ainsi un vaste réseau de lien unissant la firme centrale à ses firmes partenaires.

Ainsi donc, les investissements directs étrangers sont des investissements réalisés à l'étranger par les firmes multinationales. Ces FMN tentent de se multinationaliser à travers de nombreuses stratégies afin de tirer le maximum d'avantage d'une Investissement hors de son pays d'origine. Si tel en est le cas pourquoi Madagascar a besoin de ces investissements directs venant de l'étranger ?

## *Chapitre II : REALITE DE MADAGASCAR*

Madagascar reste encore classée parmi les pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne. Des facteurs de blocage concernant ses infrastructures sociales (éducation, santé...), économiques (industrie, agriculture, transport...) et politiques (corruption, mauvaise gouvernance) nuisent à son développement. Mais malgré cette mauvaise image de Madagascar, ce pays possède d'énormes atouts à faire valoir (les ressources humaines et naturelles) qui pourra lui permettre de sortir de ce stade de sous développement.

### **I. FACTEURS DE BLOCAGE AU DEVELOPPEMENT :**

#### **1. Sur le plan économique :**

##### **1.1. *Balance commerciale et paiement déficitaire*<sup>1</sup> :**

Pour un pays donné, les exportations permettent de résoudre en partie le problème de la formation du capital et procurent des devises et les importations suivant leur nature peuvent contribuer à la croissance du pays ou au contraire la freiner.

L'économie de Madagascar est encore menacée par le problème de la dépendance et de l'instabilité du commerce extérieur<sup>2</sup>

##### **➤ Les exportations :**

L'exportation malgache souffre de graves fluctuations. D'une part, les fluctuations de prix qui dépendent de l'offre et de la demande mondiale. Et d'autre part, les fluctuations du volume d'exportation qui dépendent généralement de l'offre du pays malgache. Le volume exporté peut augmenter ou diminuer selon la conjoncture du pays : mauvaise récolte, grèves, catastrophes naturelles. On a pu constater que les prix et les quantités d'exportation de produits de base varient selon la conjoncture, entraînant une fluctuation des recettes. Pourtant, les conséquences de cette instabilité des recettes sont désastreuses comme :

- l'alternance des phases d'expansion et de dépression qui encourage les hommes d'affaires à la spéculation.

---

<sup>1</sup> La réalisation des critères de convergence macroéconomique SADC en république de Madagascar : Revue de performance et plan de mise en œuvre. p 23

<sup>2</sup> Voir Annexe

- l'insuffisance des réserves en devises nationales, ainsi il n'est plus possible d'amortir les mouvements de la banque centrale et les fluctuations des exportations sont génératrices d'inflation. Ce qui menace perpétuellement la stabilité monétaire et financière.

➤ **Les importations :**

Concernant les importations, Madagascar a besoin d'importation massive aussi bien pour se procurer des biens d'équipement que pour sa consommation courante. Mais généralement, ces importations doivent être payées avec des recettes d'exportations, or vues les instabilités des recettes de ces dernières, cela affecte gravement la politique générale d'importation qui se trouve être restreint.

En bref les exportations et les importations de Madagascar sont victimes de la détérioration des termes de l'échange. En fait, le pays n'exporte que des produits primaires à faible prix, importe des produits manufacturés et des biens de luxe très chers provenant des pays développés. Or, les prix des produits de base tendent toujours à la baisse et leur exportation ne profite plus au pays. Par conséquent, la détérioration du terme de l'échange résulte de cette grande différence entre les prix des exportations et ceux des importations.

**1.2. Existence d'un marché étroit, mal réparti :**

Peu sont les endroits d'écoulement des produits industriels et ceci dans des zones spécifiques seulement et ne couvre pas la totalité du territoire malgache. Parfois, il faut parcourir des kilomètres pour obtenir les produits utiles.

**1.3. Faiblesse de l'épargne limitant les investissements nationaux :**

Pour pouvoir accumuler du capital, il faut faire des sacrifices pour la consommation courante pendant plusieurs périodes. Les malgaches n'arrivent pas encore à épargner dû à un :

➤ **Faible revenu :**

La majorité de la population malgache vit autour du minimum de subsistance, c'est-à-dire que leur revenu ne permet pas de réduire la consommation présente (courante) pour une consommation future. D'où, il est difficile voir impossible pour les malgaches d'épargner.

➤ **Faible production :**

Le niveau bas de la production ne donne pas la possibilité au malgache de faire des épargnes.

➤ **Un esprit familial traditionnel en préservant les coutumes :**

L'attachement à la tradition revêt une grande importance pour les malgaches. Ainsi, la famille malgache est caractérisée par un grand nombre d'enfants. D'où, les parents doivent consacrer une somme importante pour l'entretien et l'éducation de leurs enfants et voire même pour les périodes de soudure. Cela constitue une entrave à dégager, un surplus qui serait consacré à la formation du capital.

De plus, une des formes les plus courantes chez les malgaches est la pratique de la thésaurisation ; ce qui est une stérilisation de l'épargne, sous forme d'or, d'argent, de pierres...

Mais dans d'autres cas, même si l'épargne existe, elle est utilisée à d'autres fins que les investissements c'est-à-dire affectée à des fins non productives. D'où, l'épargne ne contribue pas à la croissance et au développement du pays.

**1.4. Chômage et inflation :**

A Madagascar, la population active augmente sans cesse alors que la création d'emploi reste encore faible. D'où de nombreux malgaches restent au chômage.

De plus, la crise économique qui sévit dans le pays depuis 2009, a entraîné la fermeture de beaucoup d'entreprises c'est-à-dire à la délocalisation de leurs activités dans d'autres pays. Ce sont les entreprises de la zone franche qui sont les plus touchées. Cette crise a conduit à la fermeture des usines, à la cessation d'activités sous forme de chômage technique. Beaucoup des travailleurs ont perdu en conséquence leurs emplois et se trouvaient au chômage.

Selon le rapport de l'INSTAT, 649 entreprises ont dû fermer leurs portes durant l'année 2009 notamment celles touchées directement par la suspension de Madagascar à l'AGOA<sup>1</sup>. Or la population active augmente sans cesse.

Aussi, la conséquence de cette crise se fait ressentir sur le niveau général des prix. Les prix des produits de premières nécessités ne cessent de s'accroître alors que les revenus n'arrivent pas à subvenir à ces besoins primaires.

---

<sup>1</sup> In Rapport économique et financier de Madagascar 2009 - 2010

### **1.5. L'endettement :**

Vu les problèmes économiques du pays, la détérioration des termes de l'échange du commerce extérieur, manque de devises, faiblesse de l'investissement national, chômage, inflation, échec de l'industrialisation..., le pays a dû faire appel aux aides étrangères depuis 1970. La dette extérieure de Madagascar était montée à 680 million US en 1980<sup>1</sup>, ainsi le gouvernement malgache a contracté des prêts avec les bailleurs de fonds à travers la signature du programme d'ajustement structurel (P.A.S.) vers le début des années 1980. Ce programme accordait des prêts au pays nécessaires.

Mais le résultat est toujours désastreux, l'emprunt extérieur avait pris une importance insoutenable. La somme des créances à recouvrer augmentait presque au taux de 20 % par an et s'était accrue 4 milliard US\$ en 10 ans entre 1990-2000<sup>2</sup>. A cela s'ajoute la hausse des taux d'intérêts mondiaux. C'est le début de la crise d'endettement. Pour rétablir ces déséquilibres économiques et financiers, le gouvernement demandait le rééchelonnement de leurs dettes et contracte ainsi d'autres programmes avec les bailleurs. Pourtant, cela accentue la crise de la dette puisque les prêts obtenus n'ont servi qu'au paiement des services de la dette arrivée à l'échéance mais pas utilisés à des fins productives. Et même d'autres prêts sont détournés de ses buts économiques à des fins politiques, voire personnels. C'est à partir de 2001 que Madagascar a pu profiter d'un allègement de la dette sous l'initiative conjointe de la Banque mondiale et du FMI connue sous le nom de PPTE<sup>3</sup>.

## **2. Sur le plan social :**

### **2.1. Sous-alimentation :**

La plupart de la population malgache est encore sous-alimentée et mal nourrie. Ce sont les paysans qui sont les plus concernés. Le niveau nutritionnel rural est insuffisant et l'apport calorique insatisfaisant. D'où la diminution du niveau de la production.

---

<sup>1</sup> La réalisation des critères de convergence macroéconomique SADC en république de Madagascar : Revue de performance et plan de mise en œuvre. p07

<sup>2</sup> La réalisation des critères de convergence macroéconomique SADC en république de Madagascar : Revue de performance et plan de mise en œuvre. p19

<sup>3</sup> Initiative pour les pays pauvres très endettés

## **2.2. Faible niveau de vie :**

D'une part, le niveau de vie de la population est très faible. Le revenu des individus n'arrive pas à subvenir aux besoins quotidiens de la famille. En effet, d'après l'étude de la Banque mondiale, Madagascar est classé parmi les pays à faibles revenus (<600 \$). De ce fait, la plupart des ménages malgaches vivent au dessous de leur moyen. Leur consommation journalière en alimentation tend à la baisse d'où le mal alimentation et le sous- alimentation. Ainsi, ils sont confrontés à des problèmes de santé, ils sont très sensibles aux maladies. Le niveau du SMIG très bas par rapport au renchérissement de la vie.

## **2.3. Santé :**

En dépit des efforts fournis dans le domaine de la santé, Madagascar reste encore un pays où les problèmes sanitaires subsistent depuis toujours. Tout d'abord, on remarque l'insuffisance et l'inefficacité des structures sanitaires. D'une part, Madagascar est pauvre en infrastructure de santé : rares sont les médecins et les hôpitaux dont la population aisée constituent la clientèle principale. En fait, l'accès aux centres de soins et de santé dans les villes reste encore très limité à cause de la somme à payer pour les consultations et les médicaments.

## **2.4. Education :**

L'Education valorise le potentiel humain, facilite les mutations et les possibilités de recyclage professionnel. C'est pourquoi c'est un élément clé pour l'avenir du pays. A Madagascar, le niveau de fréquentation de l'école reste encore faible même si le programme « éducation pour tous » a été lancé. Une grande partie de la population reste analphabète. Cette faible niveau de scolarisation résulte de la difficulté des malgaches à faire face aux coûts de scolarisation (fournitures, frais d'assurance, cotisation, écolage...). Mais elle peut aussi résulter de la difficulté de l'Etat à créer des infrastructures nécessaires à l'encadrement des enfants malgaches.

## **3. Problème politique :**

### **3.1. Corruption :**

La pratique de la corruption sévit dans la société malgache depuis plusieurs années. C'est une défaillance qui se voit surtout dans les administrations publiques. En effet, elle se manifeste

soit par le paiement des services publics qui devraient être gratuits, pour que l'exécution soit plus rapide, soit pour acquérir tel ou tel avantage par rapport à d'autres personnes. Par ailleurs, la corruption accentue la marginalisation des pauvres et accroît l'écart entre les riches et les pauvres puisque les uns deviennent de plus en plus aisés aux dépens des autres.

### **3.2. Crises politique dévastateur :**

Depuis l'histoire, le pays ne s'est jamais remis de ses crises politiques, considéré comme une source de distorsion sociale, source d'inflation et de chômage.

En bref, on peut dire que l'instabilité politique règne à Madagascar et cette instabilité se répand sur le secteur économique et social et constitue un véritable poison pour la santé du pays.

On peut aussi citer parmi les problèmes politiques que :

- la liberté d'expression n'est pas encore évidente car cette dernière est étroitement surveillée par l'Etat.
- politique fiscale non exigeante et délaissée : le contrôle et la perception n'est pas réglementé, ce qui engendre des fuites de recettes fiscales.
- la justice n'est pas indépendante, lucide et correcte car elle est fortement liée à l'Etat en exécution et peut induire à des injustices sociales.

On peut voir que face aux divers problèmes que rencontre l'économie malgache, l'Etat et les investisseurs privés malgaches n'ont pas les moyens qui lui permettent de faire des investissements directs et en conséquence, le recours aux IDE constitue pour Madagascar une grande étape pour sortir de cette endémie de sous développement.

Dans cette troisième section, il est à noter que malgré les problèmes que rencontre l'économie Malgache, des étrangers s'intéressent encore à investir à Madagascar.

La question qui se pose est donc de savoir : Pourquoi choisir Madagascar comme pays d'accueil pour les investissements Chinois ? Ou d'une manière plus simple : Que recherche la Chine dans un pays comme Madagascar ?

## **II. DÉTERMINANTS DES IDE À MADAGASCAR :**

Dans les pays dites industrialisés, les firmes multinationales sont motivées généralement à s'y implanter du fait du niveau d'infrastructures préexistantes et de la maîtrise des technologies dans ces pays. Contrairement à cela pour le cas des pays en développement, ces FMN réalisent

des investissements dans le but de rechercher des avantages comparatifs qu'elles peuvent généralement se procurer en s'implantant dans ces pays.

Madagascar possède des avantages comparatifs qui peuvent être mis en valeur :

### **1. L'existence des richesses naturelles diversifiées :**

Le pays dispose des ressources humaines et naturelles plutôt abondantes, ce qui est un véritable atout pour les firmes dites multinationales.

#### **1.1. *Les ressources naturelles :***

Madagascar se distingue par la richesse de ces ressources naturelles : sous-sol, mer, forêt...

##### **➤ Des ressources minières<sup>1</sup> :**

Madagascar est connu pour la variété de ses ressources minières qui restent encore inexploitées, du moins la majeure partie. Du fait de son contexte géologique, il recèle un grand potentiel minier et bénéficie d'un exceptionnel gisement de croissance en quantité et en diversité. La gamme de ces ressources va des minerais industriels aux pierres d'ornementations très recherchées et aux pierres fines très développées. De nombreux gisements ont été identifiés depuis longtemps et les réserves sont loin d'être épuisées.

Les principales ressources exploitées sont les minerais industriels : le chrome, le graphite le granit, le marbre, le quartz, le mica, le fer... ainsi que les pierres fines comme le rubis, le saphir, l'émeraude, l'aigue marine, la tourmaline...

Aussi, des recherches ont pu démontrer la présence de pétrole offshore au large de Fort-Dauphin et du pétrole onshore qui commence à être exploiter. Du moins, leurs exploitations restent encore insuffisantes. Faute de législation efficace, ces exploitations se font en grande partie de manière informelle par certains investisseurs étrangers.

---

<sup>1</sup>« Madagascar » in Revue de Politique de développement volume II, document de la Banque mondiale p 38

➤ **La pêche :**

Madagascar, par sa situation géographique au cœur de l’océan indien et baigné par le canal de Mozambique, possède un large espace maritime regorgeant des ressources maritimes et halieutiques considérables.

Le pays dispose des côtes et des eaux de fleuves qui permettent des pêches très fructueuses : en effet, il est doté d’une vaste zone de pêche et de gisement varié en eaux de mer, et en eaux douces avec 5000 kilomètres de littoral, 2000 marins de plateau continental, 2000 km<sup>2</sup> de lacs, des rivières et des centres d’aquacultures.

L’exploitation de 125000t de produits l’an est encore très faible puisque le potentiel estime est à 450000t de produits de pêche par an.

Par ailleurs, grâce à divers microclimats, l’offre est diversifiée, s’étendant aux pieuvres, calmars, seiches, poissons de mer et de pêche continentale, algues, coquillages et holothuries.

➤ **Le tourisme :**

Madagascar, une île continentale a su préserver sa nature, sa faune et sa flore. C’est un paradis pour le tourisme et l’écotourisme.

En effet, grâce à son insularité et à une longue période d’isolement, Madagascar se distingue par son endémisme avec 95% d’espèces animales et végétales spécifiques à l’île, de grands espaces vierges, une faune unique au monde comptant 32 espèces de lémuriers, 190 types d’amphibiens, et 250 sortes de reptiles ainsi qu’une flore variée comptant d’orchidées et des rosiers sauvages. En montagne, des caméléons géants rivalisent avec les grenouilles, dans ses lagons règnent des tortues et au large des baleines à bosses...

Une pluralité de destinations appréciées des touristes, goûtant à la fois aux sports balnéaires, surf et plongée et à la découverte des parcs et des réserves.

En effet, des parcs nationaux tels celui de l’Isalo ou de Zombitse offre le spectacle grandiose d’un canyon tropical sculpté par l’érosion.

En bref, Madagascar a tous les atouts pour transformer ses richesses et inviter ses hôtes internationaux à la découverte. Cela offre des possibilités d’investissements étrangers dans divers domaines à citer l’industrie hôtelière, le transport, ....

D’une manière générale, la première raison qui pousse les investisseurs potentiels comme la Chine à s’installer à Madagascar est la garantie de matières premières c’est-à-dire que pour

permettre aux entreprises chinoises en pleine expansion de survivre, ils ont besoin d'avoir accès aux ressources naturelles de Madagascar.

Parmi les richesses de Madagascar, on peut aussi citer ces ressources humaines qui sont, selon J.Dunning cité précédemment, un facteur déterminant à la multinationalisation des firmes c'est-à-dire un avantage qui incite les investisseurs étrangers à investir dans un pays.

## **1.2. Les ressources humaines :**

### **➤ Main d'œuvre abondante :**

La progression de la population Malgache se fait rapidement<sup>1</sup>. Il lui aura fallu quelques décennies pour se doubler contrairement aux pays développés qui l'ont fait en 2 siècles. Aussi, il faut remarquer que cette population est de plus en plus jeune, d'où une grande partie de la population est active.

Par ailleurs, Madagascar dispose donc d'une main d'œuvre abondante puisque plus de la moitié de la population est active, en d'autres termes apte à travailler.

A priori, les pays bien dotés en capital humain auraient plus de potentialité que d'autres à attirer sur leurs territoires les flux d'IDE et cela détermine bien les flux d'IDE à Madagascar.

### **➤ Main d'œuvre bon marché :**

Bien que la main d'œuvre soit jeune et nombreuse, elle est aussi à bon marché. Ses coûts restent compétitifs au niveau international, représentant 7 à 8 % du prix d'un produit contre un taux atteignant jusqu'à 60% en Europe.

De plus cette main d'œuvre est assez efficace après des formations et des apprentissages.

En bref, Madagascar dispose d'une main d'œuvre jeune, disponible, instruite et habile, mais aussi, elle est surtout caractérisée par un esprit débrouillard, qui cherche toujours à s'améliorer.

En effet, cette main d'œuvre efficace et à bon marché constitue un atout certain pour le pays dans la mesure où les entreprises pourront bénéficier d'une certaine marge pour leurs coûts variables, la compressibilité de ceux-ci étant d'ailleurs une des armes suprêmes contre la concurrence.

---

<sup>1</sup> In recensement de la population et de l'habitat volume 2 par l'INSTAT.

## **2. Intégration au sein du marché régional :**

Madagascar a adhéré à des zones d'intégration depuis 1984, date à laquelle la COI (Commission de l'océan Indien) a été créée et dont elle fut la première où Madagascar s'est intégrée. Mise à part la COI, Madagascar est signataire des différents accords internationaux axés sur le commerce extérieur et le développement du secteur privé : l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), COMESA (Commission Market for Southern and Eastern Africa), SADC (Southern African Development Community)...

Cette introduction de la grande île au sein de plusieurs zones d'intégration régionale donne à Madagascar un accès privilégié au marché mondial : les produits malgaches peuvent parvenir facilement sur les marchés américain et européen avec des conditions favorables aux exportateurs. Ainsi, c'est un facteur déterminant à l'arrivée des IDE.

En effet, l'absence de barrières tarifaires et non tarifaires entre les pays membres fait fleurir le commerce entre ces derniers et procure un avantage réel aux firmes multinationales tant à l'importation qu'à l'exportation d'où un avantage certain pour les investissements étrangers.

## **3. Incitation du gouvernement :**

Le gouvernement Malgache, depuis l'adoption de la stratégie de libéralisation de l'économie, essaie de mettre en place un climat de plus en plus favorable à la promotion des Investissements Directs Etrangers.

Ainsi des mesures d'incitation sont mises en place par le gouvernement à savoir :

### ***3.1. Les incitations fiscales :***

Dans une décision d'investissement, les investisseurs doivent payer des impôts et taxes relatifs à leurs exercices. Ainsi, les mesures fiscales entreprises par le gouvernement peuvent déterminer les IDE même si cela n'occupe pas une place très importante.

L'adoption des mesures d'incitation fiscales pour la promotion des investissements a modifié le volume des IDE reçus par Madagascar.

Ces mesures peuvent se regrouper en 2 catégories :

-le régime de droit commun régi par le code général marché local sauf dans les zones franches industrielles.

-un régime fiscal privilégié pour les entreprises qui a pour objectif d'inciter les capitaux étrangers productives et celles directement liées la production.

### **3.2. *Mise en place d'un climat favorable :***

La mise en place d'un climat favorable reste encore difficile dans la plupart des pays en développement car les instabilités politiques et les insécurités sociales règnent souvent dans ces pays. Néanmoins, des mesures incitatives sont entreprises pour mettre en place une bonne efficacité de l'administration.

En effet, pour attirer les flux d'IDE, le gouvernement malgache a mis en place une réforme au niveau de l'administration. Cette réforme vise à mettre en place la transparence, la rapidité, et même la simplification des procédures administratives.

Aussi, le pays s'engage à faire régner la démocratie, la justice, et la bonne gouvernance... pour créer un environnement sain, stable et incitatif aux investissements.

### **3.3. *Réglementation des coûts d'exploration et d'extraction :***

Ce problème concerne surtout les investissements dans les grands projets d'extraction des ressources naturelles. Le gouvernement a un rôle primordial dans la réglementation des coûts d'exploration et d'extraction ainsi cette réglementation des coûts faite par le gouvernement encourage pour autant l'arrivée des IDE à Madagascar.

Puisque la rentabilité du projet dépend largement des dépenses et des recettes, ces investisseurs étrangers s'intéressent davantage aux coûts d'extraction et d'exploration. Si ces coûts sont très lourds à cause des impôts à payer, des différentes autorisations, des droits et autres frais, les investisseurs ont intérêt à fuir de ce pays.

En effet, les coûts d'exploration et d'extraction peuvent influencer sur la venue ou non des investisseurs à Madagascar.

Il apparaît donc clairement que pour bénéficier de plus de flux d'IDE qui doit compenser le manque d'épargne et le manque de devises, Madagascar devra faire plus d'efforts afin d'être plus attractif. A cet effet, le pays devra créer des conditions propices pour que l'environnement des investissements soit le plus attrayant possible mais aussi pour que les ressources dont dispose le pays soient exploitées d'une manière propre. Cela pourrait permettre à notre île de devenir une destination privilégiée pour des IDE dans un horizon de moyen à long terme.

Dans la deuxième partie, il sera question de présenter les investissements de la Chine à Madagascar compte tenu des formes que peuvent prendre ces investissements afin d'en définir les risques et les avantages pour le pays.

# PARTIE II : INVESTISSEMENTS DIRECTS CHINOIS A MADAGASCAR :

---

Compte tenu des problèmes de développement de Madagascar, l'épargne malgache ne permet pas de contribuer à l'investissement national d'où il est impératif pour les malgaches d'attirer au maximum les flux de capitaux venant de l'étranger. Bref, les IDE sont plus qu'indispensables pour la relance de l'économie malgache.

Depuis quelques années, le gouvernement malgache s'est doté d'un cadre institutionnel favorable à la promotion des investissements. De nombreuses actions sont entreprises, dans le but d'instaurer un climat favorable à l'investissement et ce, même avec des mesures parfois audacieuses. Tout cela dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique économique libérale qui met un accent particulier sur l'ouverture de Madagascar sur le marché extérieur afin de faciliter l'intégration du pays à l'économie mondiale.

Comme la Chine représente un grand potentiel d'investissement pour Madagascar dans divers domaines, et que Madagascar dans sa forte richesse variée revêt un partenaire particulière pour la Chine, les 2 pays essaient de mettre en œuvre une coopération d'ordre économique qui sera bénéfique pour chacun des pays.

Rappelons que la Chine est la 2ème puissance économique mondiale et sa réserve en devises dépasse les 3 000 milliards de dollars.

## *Chapitre I : COOPERATION SINO-MALGACHE*

### **I. HISTORIQUE DE LA RELATION BILATERALE SINO-MALGACHE :**

**Aux racines des relations sino-malgaches :**

La relation de Madagascar avec la Chine remonte depuis plusieurs années. Madagascar fait partie de ces pays du sud-ouest de l’océan Indien dans lesquels se sont succédé plusieurs générations de Chinois, à l’instar de l’ancienne île Bourbon, de l’île Maurice, du Kenya ou bien de l’Afrique du Sud. Tant et si bien que cohabitent aujourd’hui les descendants de communautés chinoises arrivées sur la côte est du pays à la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle, qualifiés localement « d’anciens Chinois », et les « nouveaux Chinois », regroupant par défaut les Chinois arrivés sur la Grande Île au lendemain de l’indépendance<sup>1</sup>.

Les « anciens Chinois » sont des descendants de *coolies*, acheminés par la France afin de réaliser des travaux dans le pays pour la construction de route, chemin de fer...

Bref, la majorité des anciens chinois ont migré à Madagascar pour des raisons de politique intérieure chinoise, pour alimenter en main-d’œuvre les réseaux de collecte d’épices, ou encore pour des regroupements familiaux, et essentiellement ces chinois viennent de Canton. Ainsi, un très fort afflux de Chinois fut enregistré entre 1937 et 1939.

Par la suite les autorités coloniales ont freiné la progression migratoire des étrangers, mais les Chinois acquièrent des positions économiques avantageuses au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Dès lors, les établissements chinois d’import-export concurrencent les comptoirs coloniaux et contrôlent certaines filières d’exportation.

Les « nouveaux Chinois », quant à eux, viennent majoritairement de la province du Fujian et du nord de la Chine et pratiquent le mandarin, ce qui ne manque pas de fixer les différences avec les « anciens Chinois », lesquels pratiquent un cantonais. Les différences ne s’arrêtent pas là, et s’étendent à la culture culinaire, entrepreneuriale, et même religieuse. La grande majorité des « anciens Chinois », de tradition bouddhiste, est aujourd’hui catholique tandis que la nouvelle génération reste attachée au bouddhisme.

Cette qualification « nouveau chinois » cache en réalité une multitude de profils, auxquels s’associent des trajectoires, des comportements sociaux et des activités économiques forts différents. A titre d’exemple Li Yao Min (PDG de la cimenterie Maloci et auparavant architecte), ou bien encore Shang Li (ancien secrétaire de l’ambassade de Chine et aujourd’hui exportateur de girofle et de raphia en province).

---

<sup>1</sup>, « La nouvelle immigration chinoise à Tananarive », *Perspectives chinoises*, n°95, 2006 par Catherine Fournet-Guérin

Bref, ces « nouveaux chinois » sont venus à Madagascar pour entretenir des relations commerciales à court terme et ce sont eux qui sont à l'origine des investissements directs de la Chine à Madagascar. Rappelons que les investisseurs directs doit résider dans une autre économie pour que l'on puisse parler d'investissements directs. Aussi, ces « nouveaux chinois » sont critiqués par les anciens chinois qui « *ternissent l'image générale de la communauté chinoise à Madagascar* ». Les « nouveaux Chinois » ont créé l'ASECMA Association of chinese trade and entrepreneurs Madagascar, qui regroupe près de 90 entreprises chinoises.

Même si il existe une dichotomie entre ancien chinois et nouveau chinois, on ne peut nier que des rapports interpersonnels essentiellement fondés sur des relations d'affaires existent entre eux. Ainsi, le restaurant « Le TRAM » sis au rez-de-chaussée du bâtiment Casino 2000, appartenant à un nouveau Chinois, est géré par Marcel Chan, un descendant des Chinois de la première génération (ancien chinois). Ce même Marchel Chan, qui entretient encore des relations ténues avec sa région d'origine en Chine, avait créé en 2001 le *Malagasy Chinese Business Chamber* (MCBC), avec quelques actionnaires malgaches. Aussi, l'immeuble Trading Center, situé sur l'avenue de l'Indépendance avant d'être incendié au début de l'année 2009, est le fruit de la coopération entre un « nouveau chinois », Chan Rakotofiringa, et « un ancien chinois » Jacquelin Chan Kong.

### **Intensification progressives des relations bilatérales :**

Entre Madagascar et la Chine, la relation bilatérale a commencé par une relation diplomatique le 6 novembre 1972. Depuis, les 2 parties ont mené une coopération fructueuse notamment dans les domaines de l'économie, du commerce, de l'agriculture, de l'éducation et de la santé... On peut qualifier cette coopération de pragmatique car elle prévoit le développement commun de Madagascar et de la Chine.

Dès 1974, de nombreux accords de coopération économique et technique ont été signé. A partir des années 90, beaucoup de dirigeants malgaches ont visité la Chine pour renforcer cette coopération et pour consolider l'amitié qui unit les 2 pays. Ainsi, on a constaté une volonté de la République Populaire de la Chine d'accroître ses investissements étrangers au nom de la « Going out policy » énoncée par le président Jiang Zemin à la fin des années 1990.

L'année 2000 marque une tournure de cette relation grâce au premier Forum de la coopération Sino-africain.

En 2005, il a été question de la signature d'un accord sur la protection réciproque des investissements. Et cet accord appelé " Accord sur la Promotion et la Protection réciproque des Investissements" a été ratifié en 2007.

En bref, cette relation Sino-malgache suit une évolution positive, divers projets se sont achevés grâce à cette coopération gouvernementale telle que la RN2, le Palais des Sports, le Centre des Conférences Internationales d'Ivato, le Centre pilote de riz hybride à Mahitsy ainsi que les écoles primaires et des investissements de grande ampleur ....

## **II. FORUM SINO-AFRICAIN POUR UN RENFORCEMENT DE LA RELATION SINO-MALGACHE :**

Le 12 octobre 2000, la première conférence ministérielle du forum sur la coopération sino-africaine s'est tenu à Beijing et a ouvert la voie à un partenariat encore plus intense entre les pays d'Afrique et la Chine. Près de 45 pays africains dont Madagascar, qui ont établi des relations diplomatiques avec la Chine, ont participé à ce forum.

Dans ce forum, il a été question de discuter de 2 sujets : Comment promouvoir dans les nouvelles circonstances l'établissement d'un nouvel ordre politique et économique international équitable et relationnel et aussi comment renforcer la coopération sino-africaine dans l'économie et le commerce ?

Par ailleurs, les 2 parties ont abouti à un ample consensus, la conférence a adopté la « déclaration de Beijing » et « le programme de coopération sino africaine en matière de développement économique et social ».

Le forum a pour but d'accroître les relations économiques et politiques entre la Chine et les pays africains afin de relever ensemble les défis de la mondialisation et de s'adapter à l'évolution internationale.

Ce forum est établi sur le principe de consultation d'égal à égal, d'approfondissement de la compréhension mutuelle, d'élargissement du consensus, de renforcement des relations amicales et d'encouragement de la coopération.

A travers ce forum se pose 4 principes fondamentaux à savoir :

- Respect mutuel, respect de la souveraineté et non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays. C'est-à-dire que même s'il y a l'existence des relations entre les 2 parties, il n'est en aucun cas que l'une des parties s'immisce aux affaires internes de l'autre partie.

- Egalité et réciprocité des relations internationales.
- Confiance mutuelle dans la gestion des affaires bilatérales.
- Soutien mutuel aux consultations et une coopération étroite dans les affaires régionales et internationales.

Ce premier sommet a été un succès pour les 2 parties et ainsi un nouveau sommet se tient tous les 3 ans depuis 2000. En 2003, le deuxième forum s'est tenu à Addis- Abeba, la troisième à Beijing en 2006, la quatrième en République Arabe d'Egypte en 2009 et dernièrement le cinquième forum est prévu pour 2012.

### **III. FRUIT DE LA COOPERATION SINO-AFRICAIN POUR MADAGASCAR :**

Grace à l'existence de ce forum sur la coopération sino-africaine, Madagascar a bénéficié de diverses coopérations d'ordre économique et social de la part de la Chine à savoir :

#### **1. Accord sur la Promotion et la Protection réciproque des Investissements**

##### **APPI :**

Pour s'adapter à l'évolution internationale, relever les défis de la mondialisation économique, Madagascar s'engage à ouvrir au monde par l'incitation à l'investissement.

La mise en place de l'APPI a pour objectif de créer des conditions favorables à l'investissement, d'encourager, de promouvoir et de protéger réciproquement les investissements sur la base de l'égalité et des bénéfices mutuels propices à la stimulation des initiatives d'affaires des investisseurs en augmentant la prospérité dans les 2 Etats, ainsi qu'à la stimulation des transferts des capitaux et des technologies entre les 2 Etats dans l'intérêt de leur développement économique.

En effet, un APPI permet aux investissements de bénéficier d'une protection législative dans les pays d'accueil et comporte les clauses de traitement juste et équitable. De plus, cet APPI protège les entreprises contre l'expropriation arbitraire grâce aux garanties juridiques.

En 2005, le gouvernement malgache et le gouvernement de la République populaire de Chine ont signé cet APPI qui régit sur 4 points essentiels :

- Définition des investissements, investisseurs, revenus, territoire ;
- Promotion, admission, traitement des investissements et des investisseurs ;
- Dédommagement, libre transfert, subrogation et engagement spécifique ;
- Règlements des différends.

Bref, cet accord a été ratifié en 2007 et s'applique aux investissements réalisés entre Chine et Madagascar.

## **2. Accord de coopération économique et technique :**

Dans le cadre de renforcement de la consultation des sommets de 2000, 2003, 2006 du FCSEA, la Chine a accordé des dons pour des assistance techniques et économiques de Madagascar

### **➤ Tableau 1 : Accord signé de 2003 – 2006**

Septembre 2003	Dons de 30millions Yuans: accord de coopération économique et technique
Avril 2004	Acte remise des travaux de réhabilitation des rues du quartier 67ha
Septembre 2004	Dons de riz (20millions yuans) et de ciment ( 6 millions yuans)
Janvier 2005	Dons de 20 millions yuans pour la construction du CCI
Juin 2005	Signature d'un don de 10 millions d'yuan pour le gouvernement Malgache
Mars 2006	Dons de matériels bureautique à l'assemblée nationale
Aout 2006	Dons de matériels militaire, Accord de coopération technique (20millions yuans), Dons de matériels agricoles....

**Source :** MAE Direction des coopérations bilatérales/2006

## **3. Appui à l'éducation :**

Pour renforcer la compétence des Malgaches, la Chine offre chaque année des bourses d'études et des formations pour les Malgaches qui espèrent continuer leur formation en Chine.

Aussi, la Chine apporte son appui à l'éducation malgache à travers une convention de partenariat de dotation d'uniformes aux élèves du niveau primaire en 2006.

En bref, Madagascar et Chine sont deux pays qui se complètent. L'intérêt économique des 2 pays révèle de leur coopération multiforme et multisectorielle. Le forum de coopération sino-africain a permis de renforcer la relation bilatérale sino-malgache.

En effet, la Chine a des atouts à Madagascar et a besoin, en effet, des ressources naturelles qu'elle peut trouver sur ce continent pour alimenter une économie en plein essor. Et Madagascar pour améliorer sa situation économique, a besoin de l'investissement direct venant d'une grande puissance économique comme la Chine.

Par la suite, nous tenterons de voir les situations de l'investissement de la Chine à Madagascar.

## *Chapitre II : INVESTISSEMENT DIRECTS CHINOIS A MADAGASCAR :*

### **I. SITUATION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS CHINOIS A MADAGASCAR :**

#### **1. Evolution des stocks d'IDE de la Chine à Madagascar entre 2002-2010:**

L'importance des investissements directs de la Chine à Madagascar peut être appréciée en termes de stocks. Le stock d'IDE donne un bilan des IDE entrants dans le pays à une date donnée.

**Tableau 2 : Stock d'IDE de la Chine à Madagascar**

<b>Année</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Valeur en milliards d'ariary</b>	1,2	1,6	19,9	78,7	51,3	54	56,2	73,9	254,3

**Source** : Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT 2000-2011

Bien que l'année 2000 ait été marquée par la signature de la première coopération Sino-africaine, l'année 2002 a connu une faible valeur du stock d'IDE venant de la Chine. Cette situation peut être expliquée par la crise survenue à Madagascar qui a conduit à une réticence des investisseurs étrangers. C'est à partir de 2004 qu'on a constaté une forte hausse du niveau de stock d'IDE de la Chine. En effet, les investissements des résidents en Chine ont considérablement augmenté entre 2003 et 2004, avec une hausse de 1 144%, et ces stocks n'ont cessé de s'accroître, de l'ordre de 296% entre 2004 et 2005.

En 2006, l'année du 3<sup>ème</sup> forum de coopération sino-africain, le niveau du stock des investissements chinois à Madagascar a connu une régression de 34% par rapport à l'année 2005. Mais cette situation s'est améliorée en 2007 et en 2008 grâce à la ratification de l'Accord sur la Promotion et la Protection réciproque des Investissements APPI.

L'année 2009 et 2010 est marquée par une explosion spectaculaire des investissements directs de la Chine à Madagascar. On a enregistré une hausse de 31% entre 2008 et 2009 et une hausse de 244% entre 2009 et 2010.

Certes, même si l'année 2009,2010 est une année de crise pour Madagascar, la diplomatie chinoise non ingérence dans les affaires intérieures a permis encore à Madagascar de bénéficier des investissements venant de la Chine.

La Chine a continué à investir de plus en plus à Madagascar à titre d'exemple le contrat « Wisco » dans l'extraction du fer signé en 2009, CIF (China International Fund) dans le Bâtiment et travaux publics, CMEC (Compagnie de machinerie et équipement de la Chine) en juin 2010...

## **2. Evolution de flux d'IDE faits par les opérateurs chinois à Madagascar de 2003-2010 :**

Le flux d'IDE permet de savoir les mouvements de capitaux enregistrés au cours d'une période donnée.

### **Tableau 3 : Flux d'IDE de la Chine à Madagascar**

<b>Année</b>	<b>Flux</b>
<b>2003</b>	680000
<b>2004</b>	13640000
<b>2005</b>	140000
<b>2006</b>	1170000
<b>2007</b>	42260000
<b>2008</b>	61160000
<b>2009</b>	42560000
<b>2010</b>	133000000

**Unité : USD**

**Source :** Rapport annuel du Ministère de commerce Chine (Banque centrale de Madagascar)

Le flux d'IDE de la Chine a connu une évolution changeante. En 2003, ce flux d'IDE a été évalué à 680 000 dollars seulement.

En 2004, on a constaté un flux important de 14 millions de dollars grâce à la privatisation de l'entreprise nationale de télécommunication malagasy. Mais, cette situation s'est dégradée entre 2005 et 2006.

L'année 2007 marque un accroissement considérable du flux d'IDE de la Chine à Madagascar. On a enregistré une hausse 3510 % de ce flux d'IDE entre 2006 et 2007. Aussi en 2008, le flux d'IDE de la Chine a connu une hausse considérable avec une hausse de 45 % par rapport à l'année 2007. Bref, cet accroissement entre 2007 et 2008 est encore lié à la signature de l'APPI entre le gouvernement de la république populaire de Chine et du gouvernement Malgache.

En 2009, le flux d'IDE de la Chine a diminué et a été évalué à 42 millions de dollars. Cette situation est expliquée par la crise survenue à Madagascar.

Mais à partir de 2010 ce flux a explosé suite à la signature du contrat avec Wisco le consortium Chinois qui explore le fer.

### 3. Poids de la Chine comparée à d'autres pays investisseurs à Madagascar :

**Tableau 4 : Evolution de la structure des capitaux sociaux détenus par les investisseurs étrangers à Madagascar :**

PAYS	2000		2006	
	Valeur	%	Valeur	%
France	41,83	59,70	53,64	34,90
Canada	0,00	0,00	36,52	23,70
Chine	0,54	0,80	16,60	10,80
Maurice	5,59	8,00	13,25	8,60
Luxembourg	12,41	17,70	9,54	6,20
La Réunion	1,30	1,90	7,76	5,00
Etats-Unis	1,73	2,50	6,99	4,50
Autres	6,69	9,50	9,32	6,10
<b>TOTAL</b>	<b>70,09</b>	<b>100,00</b>	<b>153,83</b>	<b>100,00</b>

**Source :** Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », 2000-2006 BCM-INSTAT

**Unité :** Million de dollars

Entre 2000 et 2006, la structure des capitaux détenus par les étrangers à Madagascar a connu un grand changement. Les investisseurs de France arrivent en première position avec une part 34,9% de l'ensemble du capital social étranger à Madagascar en 2006. Cette part a connu une baisse car en 2000 la part de la France a été évaluée à 59,7%. Les investisseurs du Canada qui n'ont presque rien investi en 2000 détiennent la deuxième position en 2006 avec une part de 23,7% de l'ensemble. Pour le cas de la Chine, son poids est passé de 0,8% en à 10,8% en 2006. En 6 années, le stock de capital social est passé de moins de 1 millions à plus de 16 millions de dollars. Les investisseurs de Chine détiennent la troisième position sur l'ensemble des pays détenteurs de capital à Madagascar de 2006. Bref, cette intensification des placements chinois à Madagascar est expliquée par la mise en place du Forum de coopération Sino-africain qui a noué une volonté des chinois à coopérer avec les malgaches.

**Tableau 5 : Le stock d'IDE reçu selon le pays de résidence des investisseurs étrangers de 2007-2009**

Parmi les investisseurs directs à Madagascar, quelques pays affichent un montant de stock d'IDE élevé et ainsi on peut classer chaque pays selon le montant de ces apports.

<b>Pays</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Royaume-Uni	752,1	1 804,7	2 253,8
Canada	635,6	1 006,1	1 688,3
Japon	473,2	579,4	1 041,9
Corée, République de	306,3	404,6	873,3
France	268,1	343,1	455,7
Maurice, île	188,6	238,3	492,9
Italie	173,8	174,2	205,1
Bahreïn	41,4	163,2	0,0
Etats-Unis	50,7	91,4	201,2
Bermudes	86,4	118,7	127,4
Chine	54,0	56,2	73,9
Hong-Kong	37,0	40,8	75,5
Réunion	26,5	28,9	33,0
Suède	0,0	17,7	31,7
Luxembourg	11,4	16,3	47,1
Suisse	25,5	30,4	33,5
Bangladesh	0,0	25,6	25,6
Afrique du Sud	11,3	12,7	12,8
Pays-Bas	7,3	9,5	11,2
Inde	0,0	4,5	4,9
Autres	19,4	18,0	27,8
Total	3 168,6	5 184,6	7 716,6

**Source :** Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

**Unité :** Milliards MGA

Le Royaume-Uni tient le 1<sup>er</sup> rang du principal pays investisseur à Madagascar avec un stock d'investissement estimé à 2254 milliards d'ariary en 2009.

Le Canada se place au 2<sup>ème</sup> rang grâce à la prise de participation d'investisseurs canadiens dans 2 grands projets miniers à savoir le QMM et le projet d'Ambatovy.

Pour le cas de la Chine en extension, elle se trouve en 9<sup>ème</sup> position, avec un stock estimé à 149,4 milliards d'ariary en 2009. L'arrivée des grands projets d'investissement dernièrement accroît

d'une manière significative la place de la Chine dans le rang des meilleurs détenteurs de capitaux à Madagascar.

Bref, la Chine ne détient pas encore la première place sur l'ensemble des stocks d'IDE reçus par Madagascar par pays de résidence mais néanmoins elle présente une part non négligeable et croissante sur le stock.

En 2009, on a vu un accroissement 54% de stock d'IDE reçu de leur part par rapport à 7% seulement entre 2007 et 2008.

La hausse incessante du niveau de stock des IDE est liée aux activités de promotion des investissements et de la signature de l'accord bilatéral de protection des investissements.

## **II. NATURE DES INVESTISSEMENTS DE LA CHINE A MADAGASCAR :**

Compte tenu de la relation existante entre Madagascar et la Chine, les intérêts économiques des investisseurs ressortissants de ce pays demeurent de plus en plus diversifiées dans l'économie du pays.

### **1. Activité Extractive Chinoise à Madagascar :**

Selon la Banque mondiale, « le secteur économique qui regroupe l'activité extractive est une opportunité de développement majeur pour les pays en développement ». Compte tenu de cette affirmation, le gouvernement malgache essaie d'inciter les investisseurs étrangers à investir dans ce domaine par la mise en place des dispositions administratives pour la loi sur les grands investissements miniers<sup>1</sup>.

Ainsi en termes de structure, l'activité extractive est devenue la principale branche bénéficiant des IDE venant de l'étranger. En 2009, cette branche représente 75,2% de l'ensemble du stock d'IDE reçu par le pays<sup>2</sup>, pourtant en 2000, elle ne représentait que 3,64 % seulement. Cette part est évaluée à 5.799,8 milliards d'Ariary, c'est-à-dire dans les environs de 2,9 milliards de dollars américains.

---

<sup>1</sup> Voir annexe sur le Régime Fiscal dans le cadre de la loi sur les grands projets miniers

<sup>2</sup> « Investissements Directs Etrangers et de portefeuille à Madagascar » 2011 BCM- INSTAT p7

L'investissement de la Chine dans ce domaine s'accroît d'une manière significative grâce à l'arrivée des divers projets qui sont en mode d'exploration. On peut voir les investissements de la Chine dans l'extraction du pétrole, du fer, de l'ilménite,...

### **1.1. Pétrole :**

L'exploitation pétrolière a donné lieu au premier investissement significatif d'entreprises chinoises en Afrique.

A Madagascar, des études menées par des investisseurs chinois ont pu démontrer l'existence de l'or noir<sup>1</sup> sur le territoire malgache. C'est seulement avec la présence de la Chine sur la grande île que les zones pétrolifères malgaches ont été situées. Ainsi des compagnies de raffinerie chinoise se sont intéressées à investir à Madagascar.

Contrairement aux chinois, les compagnies de raffinerie d'origine européenne et américaine sont réticentes aux nombreux risques qui peuvent nuire aux investissements à Madagascar suite à l'instabilité incessante d'ordre politique et économique.

A cet effet, la compagnie chinoise **SUNPEC** (Sino Union Petroleum and Chemical International Limited devenu Sino union Investment Group limited depuis 2009) filiale du groupe Sunpec ont exploité le gisement pétrolier de Sakaraha.

Cette compagnie a obtenu un contrat d'exploration du pétrole et gaz naturels sur le bloc de prospection 3113 et 2104 de gisement de Sakaraha. Ces 2 blocs dissimulent respectivement 2 milliards et 3 milliards de barils en réserve ce qui constitue une grande ressource pour Madagascar<sup>2</sup>. A titre d'exemple, 31 couches qui peuvent produire jusqu'à 50 tonnes d'huile légère par jour ont été identifiées suite au forage de puits profonds dénommés SKL-2 en octobre 2009.

### **1.2. Fer :**

Une grande perspective pour Madagascar s'annonçait dans le domaine minier grâce à l'existence du fer. Par conséquent, le gouvernement malgache a procédé à un appel d'offre international pour l'exploitation de ce dernier.

---

<sup>1</sup> Pétrole brut

<sup>2</sup> Selon l'article : « Pétrole à Madagascar, la Chine confirme et se positionne » in Gazette de la grande île du

Par la suite, le consortium chinois **WISCO** (Wuhan Iron and Steel Company) s'est vu octroyé l'autorisation pour l'exploitation de ce fer. Ces investisseurs directs d'origine chinois vont exploiter le gisement de fer de Soalala pour une durée de 30 ans, sur une superficie de 430 km<sup>2</sup> du territoire national.

Comme les réserves de Madagascar sont estimées à 800 millions de tonnes, cette firme n'a pas hésité à investir 100 millions de dollars pour l'acquisition de son permis minier.

Par ailleurs, des engagements sont signés par cette firme multinationale WISCO dans le domaine du respect de la législation malgache en matière d'extraction des ressources minières. A savoir la signature du protocole d'accord avec l'Office national de l'environnement (ONE), d'où cette firme s'engage au respect des normes environnementales<sup>1</sup>.

Contrairement à d'autres formes d'investissement, l'activité d'extraction demande la réalisation d'une étude d'impact environnemental d'où cette firme prévoit les premières extractions de fer pour 2014.

En termes d'externalités positives, le projet prévoit la construction d'un grand complexe industriel avec des usines et aussi des lieux d'habitation, soit un investissement de 1,2 milliard de dollars

Aussi, à l'instar des deux grandes multinationales exploitant les minerais de Madagascar, Wisco va construire un port dont le coût est estimé à 4,3 milliards de dollars et une station de production d'électricité d'une valeur de 1,8 milliard de dollars.

En termes d'emplois générés, le projet Soalala pourrait créer 100 000 emplois.

Par ailleurs, l'exportation de billettes d'aciers est attendue pour 2019.

Bref, cet investissement de la Chine sera évalué à 8 milliards de dollars d'où le plus grand investissement direct étranger jamais réalisé à Madagascar.

### **1.3. Ilménites et zircons :**

Un grand projet d'investissement chinois se trouve en phase d'exploration dans la partie Sud Est du pays. La grande compagnie chinoise **MainLand Mining SariU** prévoit d'extraire

---

<sup>1</sup> Gazette « Les nouvelles » Madagascar 06 Avril 2011

l'ilménite et le Zircon dans cette partie Sud. Ainsi, cette compagnie a installé un grand chantier d'exploitation minière dans le district de Manakara.

Dans le respect des normes environnementales, cette société a signé des contrats avec l'ONE pour le respect des procédures d'études d'impact environnementales. Ce contrat est conforme au contrat minier sino-malgache.

Aussi, cette compagnie compte réhabiliter le port de Manakara, aussi bien pour ses propres besoins que pour ces riverains.

D'une manière générale, on peut dire qu'à Madagascar de nombreuses sociétés chinoises investissent dans les mines. A part ces firmes citées précédemment on peut citer 4 sociétés chinoises comme Madagascar Chromium Co, Madagascar Copper Group, Madagascar New Mineral Development et Madagascar Non Ferrous Resources qui appartient au milliardaire M. Hui Chi Ming, pionnier des pétroliers chinois dans l'île, et directeur de Gahoo Holding International et de Sinopec.

Aussi, en 2010 deux autres sociétés minières ont aussi été créées à savoir International Mining Research Group et Sino Malagasy Mining Corp- qui sont dirigées par un chinois, M. Guan Deming et ne comptent que des actionnaires chinois.<sup>1</sup>

Bref, les investissements directs faits par les firmes multinationales chinoises à Madagascar s'orientent surtout dans la branche extractive. Cette concentration est expliquée par le besoin incessant de ressources naturelles par la Chine. En effet, le pays doit, pour pouvoir maintenir un taux élevé de croissance économique, s'assurer d'un approvisionnement régulier en ressources naturelles de toutes sortes, allant du pétrole aux alliages en passant par les matières radioactives.

---

<sup>1</sup> In Publication La Lettre de l'Océan Indien, 24 Avril 2010

## 2. **Activités non extractives :**

Même si les Investissements directs reçus par Madagascar se concentrent surtout sur le domaine des activités extractives, d'autres branches d'activités « hors activités extractives » continuent à bénéficier des flux d'investissements étrangers.

**Tableau 6 : Répartition des flux d'IDE selon le pays d'origine « Hors activité extractives »**

<b>Pays</b>	<b>2009</b>	<b>1er semestre 2010</b>
Maurice, île	254,14	20,18
France	112,54	122,7
Etats-Unis	109,83	5,65
Hong-Kong	32,58	-4,62
Italie	30,87	36,59
Luxembourg	30,79	21,18
Royaume-Uni	25,59	0,39
Chine	16,82	7,21
Suède	13,94	0,00
Réunion	4,15	25,67
Autres	-168,5	31,56

**Source :** Enquête IDE/IPF 1er semestre 2010, BCM/INSTAT.

**Unité :** Milliards MGA

En dehors des activités extractives, l'île Maurice détient le record sur le flux d'IDE reçus par Madagascar avec 254 milliards d'ariary en 2009. D'autres pays comme la France et les USA affichent un niveau élevé de flux respectivement de 113 et 110 milliards d'ariary.

Pour la Chine à qui se concentre notre étude, elle a réalisé 3,6% de l'ensemble des flux d'IDE hors extractive de 2009. Ainsi, ce flux d'IDE est estimé aux alentours de 17 milliards d'ariary. Cette part est non négligeable car elle permet à la Chine de se placer en 8<sup>ème</sup> position des pays réalisant des flux d'IDE hors activité extractive à Madagascar.

D'une manière générale, les investisseurs chinois en dehors des activités extractives, sont présents dans divers branches à savoir la construction et BTP, les activités de fabrications, les activités financières, la télécommunication, le commerce, le transport, l'immobilier...

### **2.1. Construction et BTP (Bâtiment et Travaux publics) :**

La présence chinoise dans la branche construction et BTP est considérable avec une part de 55 % de l'ensemble des investissements réalisés par ce dernier en 2008<sup>1</sup>. Cette branche d'activité intéresse beaucoup ces investisseurs du fait de l'importance des travaux d'infrastructures à réaliser à Madagascar. Parmi les grandes sociétés à capitaux chinois œuvrant dans ce secteur, on peut citer :

#### **➤ SMATP : Société Sino-malgache des Travaux Publics :**

La société SMATP est une joint-venture chinoise qui réalise des travaux d'infrastructures à Madagascar. Grâce à l'existence des relations sino-malgaches, cette société a obtenu divers contrats de la part du gouvernement malgache pour pouvoir réaliser ces investissements.

Ainsi en 2006, à titre d'exemple, cette société sino-malgache des Travaux publics ou SMATP a obtenu le contrat dans la réhabilitation de la Route nationale 44 reliant Moramanga à Vohidiala. Par ailleurs, des mains d'œuvres de la localité ont été recrutées pour l'acheminement des travaux.

#### **➤ SOGECO : Société de l'économie extérieure et de construction de Madagascar :**

Cette société est une société chinoise filiale du groupe AFECC (Anhui Foreign Economic Construction Co. Ltd. Dans la réalisation de son investissement, SOGECO a pour but d'entreprendre des travaux, d'exploiter les biens immobiliers, de faire la gestion du supermarché, de l'hôtel et de l'usine de transformation. Parmi les grands projets réalisés par ce dernier, le projet de stade de Madagascar, le Palais des Sports de Madagascar, la route Ampitabe-Vatomandry, la route de la capitale, l'hôtel 5 étoiles d'Ivato c'est-à-dire le Centre des Conférences Internationales.

Aussi, grâce au forum sino-africain auquel Madagascar a participé, le groupe AFECC offre les projets à titre d'aide pour Madagascar c'est-à-dire que le pays bénéficie des crédits à taux privilégiés pour l'investissement de cette société.

---

<sup>1</sup> « Investissements Directs Etrangers et de portefeuille à Madagascar » 2009 BCM- INSTAT p12

En termes d'emploi, la société SOGECO Madagascar possède plus de 3400 employés, dont plus de 400 sont chinois, plus de 3000 sont malgaches, et les biens immobilisés dépassent deux cent millions de dollars.

Conformément à l'engagement sino-malgache, la société SOGECO agit sur la philosophie de gestion de « l'honnêteté, le pragmatisme, la nouveauté », pour obtenir un résultat gagnant-gagnant et des avantages mutuels.

## **2.2. Activités de Fabrication :**

L'activité de fabrication est un secteur qui intéresse les investisseurs résidant en Chine. En effet, 33% du stock d'IDE chinois à Madagascar de 2008 (hors activité extractive) opèrent dans ce secteur<sup>1</sup>. A titre d'exemple on peut citer une entreprise à capitaux chinois investissant récemment dans ce secteur.

### ➤ **MALOCI** : (Madagascar Long Cimenterie) :

Le projet de Suguang MALOCI est un projet de fabrication de ciment lancé par les chinois pour réduire le coût de ce dernier qui ne cesse de fluctuer. Dans la réalisation de son investissement, cette société a alloué 87 millions de dollars dont 20 millions déjà dépensés pour la construction de l'usine. Cette usine fabrique 1.000 tonnes de ciments par jour, soit 20.000 sacs de 50 kg ce qui réduit les dépenses des Malgaches en matériaux de construction.

A part cette société on peut citer quelques entreprises à capitaux chinois œuvrant dans ce domaine :

- Sirama ;
- Future development corporation ;
- Glory madagascar garment ;
- le sucrerie de complant de sky easy ;
- three dragons metallurgical products sarl.

Par ailleurs, il faut noter que les investissements chinois dans cette branche d'activités sont tournés vers les activités à potentiel exportatrices comme le textile et le sucre où Madagascar

---

<sup>1</sup>« Investissements Directs Etrangers et de portefeuille à Madagascar » 2009 BCM- INSTAT p12

bénéficie des quotas à l'exportation de la part des différents accords internationaux des pays industrialisés.

### **2.3. Immobiliers, location et les services aux entreprises :**

L'activité économique à Madagascar est fortement concentrée sur le secteur fournissant des services c'est pourquoi les chinois participent beaucoup à ses activités dans la réalisation de ces investissements à Madagascar. En effet, cette branche d'activité a reçu 7% du stock d'IDE chinois hors activité extractive de 2008.

Pour les sociétés à capitaux chinois opérant dans cette branche il y a :

- ZHANG YUN EX-CITY INFORMATIQUE ;
- K J TRANSIT ;
- Compagnie de Géo-ingénierie de Chine.

### **2.4. Télécommunication et activités financières :**

Les intérêts des investisseurs chinois dans ces branches ne représentent qu'une faible part de stock d'IDE de 2008. Néanmoins, elles continuent à bénéficier des flux d'investissements venant de la Chine.

En effet, pour le cas des activités financières, la Banque International Chine-Madagascar (BICM) occupe la majeure partie des investissements chinois dans ce domaine. Cette banque propose des opérations classiques et bâtit surtout sa croissance sur l'accompagnement des importations malgaches des produits chinois.

Du point de vue des actions, le groupe du docteur Hui Chi Ming détient la majorité des parts et la part restante revient à un opérateur malgache.

Pour la télécommunication, la prise de participation des chinois dans les capitaux de TELMA SA marque les investissements de la Chine dans ce domaine.

### **2.5. Commerce :**

L'activité commerciale est connue depuis longtemps comme la principale branche bénéficiant des investissements venant de la Chine. Or en 2008, cette branche n'a occupé qu'une faible part du stock d'IDE.

Le commerce entre Madagascar et la Chine est lié aux activités d'importations d'articles d'habillement, d'appareils électroniques et d'exportation des produits primaires d'où plusieurs sociétés à capitaux chinois opèrent dans ce secteur.

Les sociétés suivantes sont parmi celles qui œuvrent dans ce domaine :

- Pa J Import Export Company
- San You International Businessse
- Heng Feng SARL
- Société Rong Liong Commerc
- Hong Yun

Les autres branches comme l'hôtellerie et restauration et le transport ont aussi reçu de stock d'IDE venant des opérateurs chinois.

Par ailleurs, les interventions des opérateurs chinois en termes d'investissements touchent plusieurs domaines de l'économie malgache. La présence de la Chine dans l'économie du pays est très diversifiée.

### **III. TYPES D'ENTREPRISES À CAPITAUX CHINOIS ŒUVRANT À MADAGASCAR :**

Les investisseurs chinois s'implantent à Madagascar sous plusieurs types. Rappelons que pour une entreprises affiliée, 10% à 50% du capital doit être détenu par un non-résident, pour les filiales, 50% au moins et pour le cas des succursales la totalité du capital doit être détenu par l'investisseur non résident.

Une analyse de la création des entreprises entre 2007 et 2009 permet de dégager les types d'entreprises à capitaux chinois nouvellement créées à Madagascar mais aussi cela va permettre de donner un aperçu des effectifs d'actionnaires chinois investissant dans les établissements nouvellement créés.

**Tableau 7 : Evolution des nombres d'actionnaires chinois dans les entreprises d'IDE nouvellement créées entre 2007 à 2009**

Types d'entreprise IDE	2007		2008		2009	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Entreprises affiliée	2	22,22	3	17,65	0	0,00
Filiale	6	66,67	3	17,65	4	57,14
Succursale	1	11,11	11	64,71	3	42,86
Ensemble	9	100	17	100	7	100

**Source :** Enquête IDE/IPF2007-2008 -2009, BCM/INSTAT

En termes d'effectifs, l'année 2008 est marquée par une hausse du nombre d'actionnaires chinois investissant dans les entreprises d'IDE nouvellement créées. On peut remarquer qu'à cette période 17 actionnaires places ces actions dans les nouveaux établissements par rapport à 9 en 2007 et 7 en 2009.

La crise de 2009 a provoqué une réticence des investisseurs à placer leurs capitaux, d'où une diminution du nombre d'entreprises nouvellement créées. En effet, les nouveaux actionnaires chinois qui sont venus placer leurs actions à Madagascar ne sont plus seulement qu'au nombre de 7. Aussi, une diminution a été ressentie même au niveau des autres actionnaires venant d'autres pays.

D'après l'INSTAT, on a enregistré une baisse de 50% des entreprises d'IDE nouvellement créées dans la période de crise de 2009<sup>1</sup>.

En termes de capitaux, les investisseurs chinois sont les plus prisés dans les implantations filiales d'où 67 % de leurs actions se sont orientées dans cette forme d'implantation en 2007. Par contre en 2008, la majorité des capitaux se sont concentrés dans les succursales avec une part de 65%.

Les entreprises affiliées ne représentent qu'une part minoritaire et décroissante dans les placements des capitaux des investisseurs chinois avec 22% en 2007 ; 18% en 2008 et même

<sup>1</sup> Etudes sur Investissements Directs Etrangers et de portefeuille à Madagascar » 2010 BCM- INSTAT p24

avec 0% en 2009. Cette faible part des IDE reçus par les entreprises affiliées montre la volonté des chinois à réaliser des grands investissements à Madagascar.

### **1. Entreprises franches et Privatisation chinoise:**

Comme on l'a vu antérieurement, Madagascar s'est engagé dans la stratégie de libéralisation des économies en développement, depuis le milieu des années 80. Celle-ci a motivé de nombreux groupes étrangers à intégrer la Grande île tant par la voie de la privatisation que par la voie des implantations Greenfield ou celle des entreprises franches. Ainsi, ce présent section sera consacré à montrer les investissements chinois dans ces deux domaines.

#### ***1.1. Entreprises franches :***

Les entreprises franches relèvent un aspect particulier du fait que la production de ces entreprises est destinée exclusivement à l'exportation.

Dans la mesure où le renforcement des exportations constitue l'un des objectifs commerciaux du pays, les entreprises franches ont effectivement contribué à l'essor de ce dernier surtout dans le domaine textile. Si en 1997, les exportations des entreprises franches ne sont destinées qu'aux européens grâce à l'accord de Cotonou, de nouveaux pays tels que les Etats-Unis ont pu bénéficier des exportations de ces entreprises franches grâce à l'AGOA.

Ainsi, on a constaté une augmentation des nombres de ces entreprises franches surtout celles en provenance des pays asiatiques comme la Chine.

Notons que la zone franche est un espace économique enclavé, délimité géographiquement ou sectoriellement bénéficiant des privilèges dans le domaine fiscal et de contraintes réduites pour les réglementations et les procédures administratives et à l'intérieur duquel regroupe des entreprises franches<sup>1</sup>.

Par conséquent, les investisseurs chinois s'intéressent à placer leurs capitaux dans cette forme d'investissement.

#### **➤ Entreprises franches Chinoises dans les années 2011 :**

A cause de la crise que traverse Madagascar depuis 2009, la plupart des investisseurs dans les établissements franches ont fermé leur porte et a provoqué l'augmentation du nombre de

---

<sup>1</sup> Les zones franches industrielles d'exportation par Jean Pierre Barbier et Jean Bernard Véron, édition Karthala 1991

chômeurs à Madagascar. Notons que, les ZFE (zone franche d’exportation) regroupent une grande partie des emplois malgaches. Néanmoins, on peut recenser quelques entreprises à capitaux chinois qui œuvrent dans ce Les sociétés ci-après sont des entreprises industrielles chinoises dans les branches d’activités concerne surtout la fabrication de textiles et d’articles d’habillement.

**Tableau 8 : Quelques zones franches chinois œuvrant à Madagascar en 2011**

<b>SOCIETE</b>	<b>ACTIVITES</b>	<b><u>Siège</u></b>	<b><u>BP</u></b>
<b>CLASSIC KNITWEAR SA (ex- SMK)</b>	Fabrication de pull-overs	Lot IVM 66 A Andraharo Ambohimananarina	101
<b>FENWICK KNITTERS SA</b>	Tricotage	Lot III K 3C, Ex- bâtiment SEVIMA Ankadimbahoaka	<u>101</u>
<b>KDC MADAGASCAR KING DEER SARL</b>	Tricotage	Zone Industrielle Forello Tanjombato	102
<b>MADAPROD SARL</b>	Confection	Morarano Mahalavolona Andoharanofotsy	<u>102</u>
<b>MADGABEST</b>	Confection	Lot AC 16 Bis Ankadindravola Ivato	<u>105</u>

**Source** : Ministère du Commerce et de l’Industrie

## **2. La Privatisation :**

La privatisation est un exemple concret de prise de participation de société étrangère dans le capital d'une société nationale. En d'autres termes, c'est une forme de fusion de sociétés nationales avec des sociétés étrangères.

Bref, cette forme d'IDE a été présente à Madagascar depuis 1994 et quelques investisseurs d'origine chinois ont en effet adopté cette stratégie pour réaliser ces investissements à Madagascar.

Pour l'année 2003, le groupe DISTACOM, bien que siégeant à Hong Kong, a acheté une part du capital de TELMA S.A. (Entreprise Malgache de télécommunication).

Ainsi, cette société détient 68% du capital de TELMA et s'est engagée à investir à hauteur de 165 millions de dollars pour l'amélioration de la téléphonie fixe. Ce groupe est aussi présent en Asie, lui conférant ainsi l'expérience de la gestion internationale de ses activités.

Aussi, on a vu récemment une prise de participation des investisseurs chinois dans trois raffineries de sucre auxquelles sont rattachées des plantations de canne à sucre. La société SIRAMA de Madagascar de Namakia et d'Ambilobe a été amélioré par des investissements en équipements faites par des investisseurs chinois.

Bref, les investissements de la Chine à Madagascar revêtent plusieurs formes et atteignent divers branches d'activités. Cependant, la structure a reflété la prédominance de la branche « activités extractives » qui englobe plus de la moitié du stock d'IDE venant de la Chine. Cette domination de la branche activité extractive peut résulter de l'augmentation de la demande des ressources minérales par la Chine comme le fer, le cuivre, pétrole offshore..., pour alimenter les industries chinoises qui sont en plein essor.

Par ailleurs en dehors des activités extractives, les investisseurs chinois se sont tournés vers la branche « construction et BTP » qui occupe 55% de la totalité de leur investissements hors extractive en 2008 mais aussi la branche « activité de fabrication » continue à recevoir 33% des investissements chinois. D'autres branches d'activité comme la télécommunication, le commerce et les activités fournissant des services ont aussi reçu des investissements de la part de la Chine.

Il est important de noter que le Forum de coopération Sino- Africain a permis d'aider les entreprises chinoises à s'installer, mais aussi a permis à Madagascar de bénéficier des flux d'investissement direct venant de la Chine.

Comme les investissements directs chinois sont devenus incontournables pour l'économie de Malgache, il serait opportun de dégager dans la troisième partie, les avantages et les risques que comportent ces investissements pour Madagascar.

# Partie III : AVANTAGES ET RISQUES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS CHINOIS A MADAGASCAR

---

Depuis la coopération sino-africaine, la relation bilatérale qui existe entre Madagascar et la Chine se resserre de plus en plus. Les 2 partenaires se soutiennent mutuellement grâce à des coopérations économiques de tout genre. En termes d'investissement, la Chine a investi dans presque toutes les branches d'activité existantes à Madagascar, le total de ces investissements avoisine les 200 millions USD dont 70 % ont été réalisés sur les cinq dernières années. En tenant compte de ces considérations, il est cependant important de dégager les avantages et les risques que peuvent revêtir ces investissements.

## *CHAPITRE I : LES AVANTAGES TIRES DES INVESTISSEMENTS CHINOIS :*

Comme la relation économique entre Madagascar et la Chine est fondée sur le principe « gagnant-gagnant », les investissements réalisés par les résidents de Chine à Madagascar ont **des effets directs** sur l'économie, entre autres l'apport d'un capital nouveau, la création d'emploi, l'existence d'effet sur la valeur ajoutée, la hausse du niveau du PIB, l'amélioration du solde de balance commerciale et de paiement, le transfert de technologie et de compétence ainsi que les effets d'apprentissage, mais aussi des effets indirects sont liés à cette investissement chinois à savoir les effets sur la concurrence et les effets d'entraînement...

## **I. EFFETS DIRECTS :**

### **1. Apport en capitaux financiers et industriels :**

L'investissement direct étranger est souvent considéré comme l'un des moteurs du développement économique dans la mesure où il permet l'apport de capitaux. Le capital est un facteur potentiel de démarrage économique qui manque aux pays en voie de développement.

Ainsi, l'ouverture de Madagascar pour les firmes multinationales chinoises opérant dans divers secteurs de l'économie malgache implique des apports de capitaux nouveaux.

### **2. Création d'emploi :**

L'expansion des firmes multinationales chinoises à Madagascar offre des possibilités d'emploi pour les jeunes et les chômeurs. En effet, on peut remarquer que les entreprises d'investissement direct peuvent offrir plus d'emplois parce qu'elles sont plus productives, grâce à un plus grand savoir-faire technologique et des pratiques modernes de management qui leur permettent d'être efficaces sur les marchés étrangers malgré le coût qu'implique la coordination de leurs activités entre différents pays.

**Tableau 9 : Effectif du personnel permanent<sup>1</sup> employé en 2006 :**

<b>Types d'entreprise</b>	<b>Personnel Permanent</b>		
	<b>Entreprises Chinoises</b>	<b>Ensemble</b>	<b>Part de Chine</b>
<b>IDE</b>	<b>(Effectifs)</b>	<b>(Effectifs)</b>	<b>(%)</b>
<b>Entreprises affiliée</b>	73	11772	0,6
<b>Filiale</b>	5555	37 167	14,9
<b>Succursale</b>	413	7 697	5,9
<b>Ensemble</b>	6041	56 636	10,7

**Source :** Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT

<sup>1</sup> Employé travaillant plus d'un an dans l'entreprise.

D'après ce tableau, les entreprises d'investissement direct chinois ont employé plus de 6041 individus en 2006. Sa part représente 10,7% de l'ensemble des individus employés par les entreprises d'IDE de 2006. La majorité de ces emplois sont issus des filiales avec un effectif de 5555 individus.

On peut donc conclure que les investissements chinois offrent des possibilités d'emploi pour les malgaches. Ainsi, l'évolution croissante des investissements chinois à Madagascar dernièrement accroît d'une manière significative le nombre d'emplois créés. De plus, le travail est accessible à la majeure partie de la population car il ne demande pas de qualification particulière dans la mesure où les entreprises se chargent de la formation.

D'après une enquête menée auprès d'une Entreprise franche chinoise FENWICK KNITTERS sise à Antananarivo, 250 employés malgaches travaillent dans cet établissement.

### **3. Les effets sur la valeur ajoutée et la hausse du produit intérieur brute (PIB) :**

La production faite par les FMN se fait sentir au niveau comptable du pays d'accueil en dégageant des valeurs ajoutées. Dans cette optique, la somme de ses valeurs ajoutées contribuera à hausser le taux du PIB qui est un instrument de mesure de la croissance économique d'un pays. Plus un pays attire des investisseurs, plus l'économie locale se comporte en mieux. L'augmentation des recettes fiscales liée à l'implantation d'une nouvelle entreprise est aussi un avantage pour le pays d'accueil.

#### **➤ Allocation de ressources améliorée :**

Le bénéfice direct tiré des investissements directs étrangers est aussi l'apport d'un capital nouveau par rapport aux ressources du pays d'accueil, et donc une production supplémentaire, distribution de revenus et création d'emplois.

Aussi, l'investissement sur les domaines qui étaient encore inexploités dont notre pays nous donne un avantage comparatif et influera sur le niveau du PIB.

Le tableau ci-après permet de voir l'évolution du PIB par habitant à Madagascar ainsi que le taux de croissance économique.

**Tableau 10 : Evolution du PIB par habitant et du taux de croissance économique de 2006-2009**

Année	2006	2007	2008	2009
<b>PIB réel par habitant (en ariary)</b>	31 266,9	32 313,0	33 674,0	31 257,0
<b>Taux de croissance économique</b>	5,0%	6,2%	6,2%	- 4,6%

Source : INSTAT/DSY

Les investissements directs de la Chine ont contribué à l'augmentation du niveau du PIB par habitant et ont permis à Madagascar d'avoir un taux de croissance économique stable. La baisse au niveau du PIB et du taux de croissance en 2009 peut être expliquée par la crise survenue à Madagascar qui a provoqué la fuite de certains investisseurs étrangers.

#### **4. Amélioration du solde de la balance de paiement et commerciale :**

##### **➤ Augmentation de la capacité d'exporter :**

Tout d'abord, on affirme que les investissements privés permettent d'accroître la production et les exportations du pays d'accueil.

Parallèlement à cela, les industries locales deviennent de plus en plus compétitives à cause de la concurrence avec ces firmes étrangères.

L'impact de IDE sur le commerce extérieur est souvent considéré comme fondamental pour lequel il s'agit de pallier à court terme, le manque de devise

Suite à ces exportations massives faites par les entreprises franches, ces firmes multinationales et locales, la balance commerciale tend à s'améliorer.

Les entreprises exportatrices affichent de meilleures performances en termes de productivité du travail, de valeur ajoutée et de mobilité financière. Les exportations complètent les excédents d'importation en biens d'équipement et d'autres biens de luxe.

➤ **Gain de devise :**

En d'autre terme, il va y avoir une nette entrée de devise pour le pays et ce qui va permettre à son tour équilibrer la balance commerciale et de paiement qui est , dans la plupart des cas, déficitaire pour les pays en voie de développement comme Madagascar.

**Tableau 11 : Evolution des échanges commerciaux sino-malgache de 2006-2008**

<b>Année</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>
<b>Importation</b>	222570000	328490000	595000000
<b>Exportation</b>	24320000	29860000	65000000
<b>Volume Total</b>	246890000	358350000	664000000

**Source :** Statistique de la direction générale des douanes de Madagascar.

**5. Augmentation des recettes fiscales :**

Le gouvernement bénéficie des recettes fiscales sur les investissements réalisés sur son territoire. En effet, à titre d'exemple la loi sur les investissements miniers à Madagascar prévoit que 50 milliards d'ariary doit être versés à la caisse de l'Etat pour les investissements miniers.

**6. Les impacts au niveau social :**

**6.1. *Distribution de rémunération et amélioration du niveau de vie :***

Les IDE ont des effets directs sur le niveau de salaire du pays d'accueil. D'une manière générale, ces firmes étrangères versent des salaires plus élevés que leurs concurrents locaux dans les pays en développement.

L'amélioration de la productivité des entreprises locales ou à capitaux étrangers peut ensuite se traduire par des revenus plus élevés, de meilleures conditions de travail et davantage d'emplois (Les effets sur l'emploi seront sans doute particulièrement importants dans les pays où les possibilités d'emploi dans le secteur formel sont limitées.

Nombreux sont les salariés qui entrent dans une autre catégorie ou (appartenance) sociale.

## **6.2. IDE et condition de travail :**

Les multinationales peuvent offrir des meilleures conditions de travail que les entreprises du pays d'accueil. Ces FMN peuvent aussi accroître indirectement l'offre d'emplois de qualité en incitant ses filiales à améliorer leurs conditions d'emploi.

En bref, les IDE peuvent offrir des salaires plus élevés et éventuellement de meilleures conditions de travail parce qu'elles sont plus productives, grâce à un plus grand savoir-faire technologique et des pratiques modernes de management qui leur permettent d'être efficaces sur les marchés étrangers malgré le coût qu'implique la coordination de leurs activités entre différents pays.

Pour le cas des firmes chinoises investissant dans les grands projets miniers, les ouvriers ont des qualifications particulières d'où ces ouvriers n'acceptent pas de travailler qu'à un niveau de rémunération élevé. Aussi, pour la sécurité des employés, des contrôles médicales sont prévues tous les fins de semaine.

## **II. EFFETS INDIRECTS :**

Les investissements directs étrangers ont aussi des **effets indirects** positifs sur l'économie telle que le transfert de technologie, les effets de concurrence, les effets d'entraînements, création d'un tissu industriel...

### **1. L'IDE offre un transfert de technologie et de compétence :**

Le transfert de compétences aux entreprises locales est un autre aspect des IDE des multinationales qui peut avoir une incidence sur la qualité des emplois dans les pays d'accueil. Grâce au transfert de techniques de production (apport de nouvelles machines...), de pratiques de management modernes et d'organisation, les employés acquièrent des pratiques modernes pour eux-mêmes mais aussi pour le pays, dans la mesure où les connaissances sont pratiquées et exploitées par les habitants du pays hôte.

Les grandes firmes multinationales implantées à Madagascar opérant dans le domaine des services offrent des savoir-faire en matière de vente, d'apprentissage des normes internationales, etc.... introduction de recherche dans la nouvelle technologie.

Pour les sociétés étrangères œuvrant dans le domaine du textile, elles permettent l'acquisition d'information et de méthodes nouvelles pour les travailleurs et les contrôleurs. Ils apportent aussi un capital intellectuel transmis pour les employés locaux.

## **2. IDE et les effets d'apprentissages :**

### **➤ Des employés reçoivent des formations :**

Le capital humain est considéré comme l'élément central de la capacité d'absorption.

Ainsi, les investisseurs étrangers assurent alors un minimum de formation pour les employés, pour le renforcement du domaine de l'éducation et de la formation des personnels.

Ce mécanisme d'apprentissage des nouvelles technologies se fait en trois (3) étapes :

Ceci commence par **la démonstration** de la profitabilité de l'activité, ensuite **l'imitation** par les firmes locales et en dernier lieu **la diffusion** qui dépendra de la capacité d'absorption locale, de l'adéquation de la nouvelle technologie aux besoins du pays et des compétences des salariés.

## **3. Effet de concurrence :**

La concurrence accrue qui résulte de l'IDE sur le marché des produits peut être une incitation supplémentaire pour les entreprises locales à devenir plus efficaces.

De plus, les entreprises nationales tentent de suivre les firmes multinationales en termes de quantité produite que d'efficacité sur le plan interne et international.

Une fois que les investisseurs étrangers s'implantent dans un pays, on voit que les entreprises locales essaient de suivre leur rythme. Ces établissements étrangers sont pris comme des modèles. D'où les entrepreneurs nationaux apprennent de ces implantations les comportements en matière de gestion salariale et d'investissement, les orientations à prendre pour les années à venir...

A titre d'exemple, l'investissement chinois dans le domaine de la cimenterie a permis à des entreprises nationales d'être plus compétitives en matière de prix, de qualité de production, ainsi que de la quantité produite.

La concurrence entre les entreprises locales et les entreprises d'investissements directs étrangers permet en outre de donner des avantages aux consommateurs. En effet, pour accaparer une grande part de marchés, les entreprises ont tendance à diminuer leur prix.

Dans cet optique, l'IDE peut accroître la productivité des entreprises locales lorsque l'intensification de la concurrence sur le marché des produits encourage ces entreprises à éliminer les inefficiences du processus de production.

#### **4. Effet d'entraînement :**

L'arrivée d'un IDE peut inciter d'autres investisseurs à venir dans le cas où le pays a de bonne réputation au niveau international.

En effet, un signal positif envoyé par ces investisseurs attire l'arrivée de nouveaux flux de capitaux. D'où, l'investissement direct étranger implique la constitution de plusieurs industries locales et étrangères et assure la constitution de la base et du tissu industriel du pays.

D'une autre manière, l'investissement étrangers de la Chine peut induire des effets en amont (des fournisseurs) et en aval (des entreprises de commercialisation, de distribution), des exemples comme le transport de marchandise, transit, télécommunication...) créant par la même occasion des emplois indirects.

#### **5. Création d'un nouveau tissu industriel :**

Les conséquences d'un accueil massif d'investisseurs étrangers ont pour effet un remodelage du tissu industriel, entraînant l'apparition de secteurs très dynamiques qui préfigurent les avantages comparatifs du pays sur le long terme. D'autre part, la localisation des activités productives des multinationales a entraîné des déséquilibres régionaux forts et renforcé les disparités spatiales existantes.

#### **6. La réalisation des infrastructures :**

Un investissement de grande envergure nécessite la réalisation de certaines infrastructures telles : l'amélioration des constructions routières, des centres sanitaires,...

On a remarqué qu'auparavant certaines villes manquaient d'eau et d'électricité, pourtant, une fois que les entreprises se sont installées, elles ont fait le réaménagement des terrains pour

être utilisés à l'exploitation ; elles ont aussi mis en place les infrastructures les plus immédiates. Elles ont installé les infrastructures routières qui serviraient la ville de ces zones d'implantation. D'autre part, les routes, les ponts qui desservent la capitale des autres grandes villes côtières ont été aussi rétablies.

Pour le cas des firmes multinationales chinoises « Wisco » œuvrant à Madagascar par exemple, il a réhabilité la route reliant la ville de Mahajanga et de Soalala ; aussi, cette société prévoit la construction d'un port dont le coût est estimé à 4,3 milliards de dollars et une station de production d'électricité d'une valeur de 1,8 milliard de dollars<sup>1</sup>.

### **7. Impact sur l'environnement :**

C'est le cas où les transferts de technologie seraient accompagnés d'une diffusion efficace et plus rapide, de technologie propre permettant une meilleure protection de l'environnement.

Un investissement considéré comme uniforme aux normes environnementales internationales.

Bref, l'investissement de la Chine à Madagascar permet l'introduction de capitaux frais nécessaire au développement économique du pays. De plus, ces investissements permettent la création d'emplois pour les malgaches, un gain de devise et même la libération des ressources rares qui deviennent ainsi disponibles pour d'autres projets d'investissement. Il est également un moyen de transfert et de diffusion de technologie, de compétence, d'amélioration de la balance de paiement et commerciale,...

Dans cette deuxième section il est à noter que même si les investissements de la Chine à Madagascar sont bénéfiques pour le développement du pays, des risques sont liés à ces investissements.

## ***Chapitre II : RISQUES LIES AUX INVESTISSEMENTS DE LA CHINE A MADAGASCAR :***

La Chine par son histoire est un ancien empire c'est-à-dire que la Chine est un acteur international qui n'accepte pas de perdre. Pour arriver à ces fins, elle développe à travers sa

---

<sup>1</sup> « un grand port dans la baie de Baly » in journal express de Madagascar le24/04/2012 par Vero Andrianarisoa

diplomatie une agressivité particulière c'est à dire une nouvelle forme de colonialisme qui draine derrière elle de nombreuses critiques, à savoir : l'absence de profits des économies domestiques à cause du déficit de la balance commerciale et de paiement, l'absence de création d'emplois car la Chine apporte ses propres ouvriers et ingénieurs, le manque de transfert technologique dans les projets d'infrastructures, le non-respect des droits sociaux sur le plan local, la violation des normes environnementales, ...

## **I. SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE :**

### **1. Déficit de la balance commerciale et de paiement :**

En réalité, l'augmentation des importations est plus importante que l'exportation effectuée : les firmes multinationales importent beaucoup en matières premières de production.

#### ***1.1. L'importation augmente davantage :***

A Madagascar, cela se traduit par l'achat de biens d'équipement à l'étranger fait par les entreprises productrices. Pour assurer une production en masse destinée au marché mondial, il faut utiliser des machines et outils très perfectionnés et modernes. Un pays à forte avancé technologique comme la Chine peut être le fournisseur de ces machines et cela accentue le déficit de la balance commerciale entre Chine et Madagascar. A cela s'ajoute le prix exorbitant de ces biens d'équipement au niveau international ; or, le prix des produits exportés tend à diminuer du fait de l'offre sur le marché mondial. En somme, l'augmentation des importations d'une part et la tendance à la stagnation des exportations d'autre part ne fait qu'entraîner le déficit de la balance commerciale du pays d'accueil. Cette structure de la balance commerciale risque d'être bouleversée par les investissements miniers et pétroliers chinois, pour ne pas évoquer les exportations illégales de bois de rose à destination de la Chine, d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Investigation Into the Global Trade in Malagasy Precious Woods: Rosewood, Ebony and Pallsander, Environmental Investigation Agency, octobre 2010. <http://www.eia-global.org/>

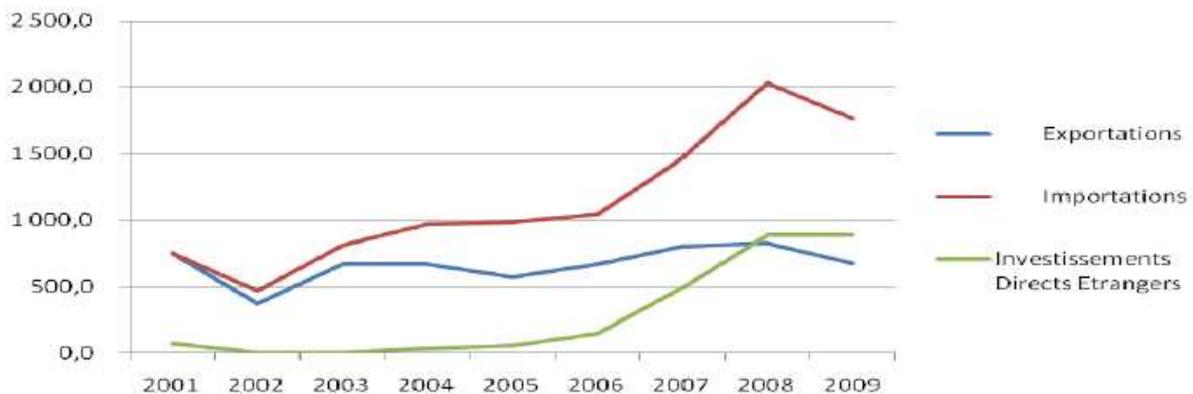
### 1.2. Le transfert des profits :

Ce transfert de profit impose une charge souvent très lourde à la balance de paiement du pays d'accueil. Le paiement des royalties<sup>1</sup> fait par les filiales à la maison mère entraîne une fuite de capitaux vers l'étranger.

### 1.3. Le rapatriement des bénéfices :

est aussi une des formes de sortie de capitaux vers l'extérieur. En effet, les investisseurs étrangers veulent que leurs profits soient rapatriés en devises étrangères dans leurs pays d'origine. Ce rapatriement qui peut être aussi des royalties (paiement à la maison mère) diminuera encore les réserves en devises du pays, ce qui accroîtra le déficit.

**Graphique 1 : Evolution de quelques agrégats de la balance de paiement de Madagascar de 2001-2009**



**Source :** Rapport économique et financier 2009-2010

Cette graphique explique que même si on constate un décollage des IDE en 2006, cela accentue davantage les importations faites par Madagascar. Les exportations n'augmentent que d'un faible montant.

En réalité, les investissements de la Chine à Madagascar qui se concentrent surtout sur le domaine extractive risquent de replacer Madagascar dans une position de faiblesse où le pays demeure principalement un exportateur de produits primaires non transformés, dont les prix instables et qui ont tendance à se déprécier, et un importateur de produits manufacturés et de services, voire de produits alimentaires.

<sup>1</sup> Paiement à la maison mère.

## **2. Blanchiment d'argent :**

Les activités de quelques entreprises chinoises à Madagascar sont entourées d'une opacité. En effet, d'après la SAMIFIN (le service de la lutte contre le blanchiment d'argent) : « Des investisseurs chinois font un gros transfert sur le compte de trois sociétés appartenant à des chinois à Madagascar dont les activités de façade sont la quincaillerie ou le textile. « L'opération est illicite car nous n'arrivons pas à déterminer la provenance de ces fonds », déplore le DG de SAMIFIN. Ces hommes d'affaires chinois ne sont enregistrés que ce soit au niveau du service de la sécurité du territoire du ministère de l'Intérieur ni auprès de l'EDBM, l'organisme chargé de la création d'entreprise<sup>1</sup>.

A titre d'exemple le CIF (China International Fund ) qui opère à Madagascar depuis 2010 est suspecté de blanchiment d'argent dans le cadre de ses activités en Angola, aussi quelques casinos appartenant à des investisseurs chinois à Madagascar sont reconnus dernièrement de faire tourner de l'argent « sale » pour le trafic illégale de bois de rose.

## **3. Dépendance économique :**

### **3.1. Effet de domination :**

Cet effet de domination est surtout renforcé par le rachat des entreprises nationales par de capitaux étrangers. Dans ces sociétés, ces investisseurs détiennent la majorité des actions, donc ils déterminent les stratégies et politiques à suivre.

### **3.2. Perte de souveraineté :**

Le poids des entreprises étrangères dans l'économie malgache est de plus en plus prépondérant. En effet, on remarque que les secteurs stratégiques rapportant sont pour la plupart, dirigés par les étrangers. L'Etat malgache qui n'a pas les moyens d'investir dans ces grands projets n'en retire qu'une part très infime de ces investissements sur son territoire et donc ne peut pas décider sur le sort de son économie.

---

<sup>1</sup> Article « Le SAMIFIN impuissant face aux trafiquants de bois de rose » in <http://www.madagascar-online.net> le 17/03/2011

#### **4. Concurrence rude et déloyale :**

Dans certaines conditions, la concurrence étrangère peut conduire à l'éviction des entreprises locales, en les empêchant de mener leurs activités à une échelle efficiente sur le plan économique.

L'investissement de la Chine surtout dans le domaine du commerce a une conséquence néfaste sur l'industrie productrice malgache et sur les petits commerçants locaux.

Le quartier de Behoririka, dans le centre d'Antananarivo, qualifié « Chinatown »<sup>1</sup>, en est une parfaite illustration.

En effet, ce quartier concentre un nombre considérable de boutiques de commerçants chinois qui sont des concurrentes des vendeurs malgaches.

Comme les produits chinois sont à moindre coût, les malgaches préfèrent se procurer des produits chinois d'où cela casse les industries malgaches et voire même une risque de déficit à cause de l'importation de ces produits chinois.

## **II. SUR LE PLAN POLITIQUE :**

Contrairement à d'autres investisseurs européens régis par l'accord de Cotonou et Américaine par l'accord AGOA par exemple, lesquels exigent des conditions, comme l'obligation de bonne gouvernance, ou l'instauration de pratiques démocratiques, la Chine fonde sa coopération sur la politique « non-ingérence » dans les affaires intérieures des pays africains comme Madagascar.

### **1. Risques de corruption :**

Dans les pays à forte instabilité, les pratiques de la corruption sont assez fréquentes. La politique de la Chine de non-ingérence permet à la Chine de fermer les yeux à toutes les instabilités que ce soit d'ordre politique que social. Par ailleurs, quelques investisseurs chinois peuvent profiter de la situation d'instabilité pour faciliter son accès en la pratique de la corruption. Bref, les investisseurs chinois préfèrent investir dans les pays à forte instabilité politique, là où les domaines juridiques sont fragiles (au Soudan ou au Zimbabwe, Madagascar)<sup>2</sup>.

---

1

<sup>2</sup> En 2009, période de crise, la Chine a versé 100 millions de dollars dans le projet wisco

## **2. Risques de réendettement :**

Il faut noter que les IDE chinois et les aides au développement tendent à se mélanger voire à se combiner si l'on parle du marché africain entre autres Madagascar.

En effet, ces aides au développement provenant de la Chine recherchent surtout à s'assurer des soutiens politiques pour obtenir un accès privilégié aux ressources naturelles du pays et aux divers marchés.

Aussi, les aides accordées par les chinois sont nombreuses d'où les risques de réendettement sont plus grands.

Le cas de la Soudan en est une parfaite illustration c'est-à-dire que pour faciliter l'obtention des droits sur un bloc off-shore en soudan, l'Eximbank, un banque chinois avait octroyé deux milliards de dollars pour un aides au gouvernement soudanais en 2004<sup>1</sup>.

## **3. Relation post coloniale :**

La relation sino-malgache demeure largement postcoloniale c'est-à-dire que Madagascar reste un fournisseur de matières premières (pétrole, minerais, bois, coton, etc.) pour la Chine avec parfois le non-renouvellement, voire le pillage ou le gaspillage, des ressources naturelles, ce qui a pour effet de renforcer sa place défavorable dans la division internationale du travail.

## **4. Relation qui ne se base pas forcément sur le rapport « Gagnant- gagnant» :**

Comme cité dans la relation sino-africaine, la coopération doit se baser sur un rapport « Gagnant- gagnant» entre les deux parties. En effet, l'équilibre contractuel est difficile à établir entre l'Etat malgache propriétaire des matières premières et l'investisseur chinois détenteur de la technologie et de l'exploitation du gisement. Seulement une part infime dans les environs de 2% des bénéfices revient à la caisse de l'Etat malgache. La majeure partie des bénéfices sont consommés par ces investisseurs chinois.

## **5. Relation qui se concentre aux intérêts de la Chine :**

Un intérêt lié à deux impératifs :

---

<sup>1</sup> Les enjeux de la puissance chinoise en Afrique par Laurent Gaudé in <http://www.blogg.org>

### **5.1. Politique de sécurisation de l'accès aux matières premières et aux hydrocarbures :**

Comme l'économie de la Chine est basée sur une production industrielle, la Chine est devenue importatrice nette de pétrole et de matières premières. D'où les investissements de la Chine à Madagascar n'intéressent que les branches extractives. Et même si ces investissements concernent la branche « hors activité extractive », cela s'accompagne toujours d'un accord pour l'acquisition de permis minier.

En effet, à titre d'exemple, la China International Fund (CIF) qui prévoit la construction d'une grande cimenterie, un tramway, 10 000 logements sociaux et bien d'autres projets signe un « package deals » avec l'Etat malgache pour l'octroi d'un permis miniers et pétroliers.

### **5.2. Une volonté d'exporter des savoir faire et des produits à forte valeur ajoutée :**

Le marché africain entre autre Madagascar connaît également des attentes en matière de produits de consommation et ses exigences plus faibles par rapport à celles du marché occidental. D'où les multinationales chinoises investissent à Madagascar pour faciliter l'écoulement de ces produits.

Les domaines les plus concernés par cette politique chinoise à Madagascar sont :

- centrales électriques
- centrales hydrauliques
- télécommunications

## **III. SUR LE PLAN SOCIAL :**

La Chine n'est pas regardante sur les droits humains ni sur les normes sociales.

En effet, les droits sociaux des travailleurs malgaches employés par les entreprises chinoises sont régulièrement bafoués (sous-payés, non reconnaissance des syndicats, etc.). Et les entreprises chinoises ne font preuve que de très peu de responsabilité sociale.

Les enquêtes réalisées à ce sujet relèvent de nombreuses violations des normes fondamentales du travail, telles qu'elles sont définies par l'Organisation Internationale du Travail, en particulier en matière de droit d'association et de négociation collective.

### **1. Médiocrité des conditions de travail :**

Dans la majorité des cas, les firmes multinationales négligent le service médical inter entreprise.

La quasi-totalité des employés travaillent à temps plein de 8 heures à 10 heures par jours. En somme, les aspects négatifs d'ordre social, caractéristiques des entreprises franches ont un impact direct sur les salariés. Ce sont des infractions relatives aux heures supplémentaires, au registre du personnel, à l'institution du délégué du personnel, au travail nocturne des femmes mais aussi aux mauvaises conditions de sécurité.

### **2. Violation des droits du travail :**

A Madagascar, les employés dans les sociétés chinoises sont de natures diverses. Il y a d'une part les ouvriers qui n'ont pas de qualification particulière qui sont surtout présents dans les entreprises franches (ZFE) et d'autre part, ceux travaillant dans les sociétés extractives, qui sont pour la plupart des ouvriers qualifiés spécialisés bénéficiant, dans les principaux sites, de bonnes conditions de sécurité et de rémunération.

Pourtant dans ces deux cas, les droits des travailleurs continuent de souffrir certaines violations : restrictions imposées au droit d'association, accès insuffisant à des infrastructures et un personnel de santé qualifié, non paiement des primes de rendement.

### **3. Niveau de salaire bas :**

Les entreprises étrangères profitent du problème de chômage pour payer le minimum de salaire.

L'apport de nouvelles technologies par ces investisseurs peut rendre caduques les formations suivies par les salariés locaux.

En ce sens, ces entreprises étrangères devraient former ses agents moyennant des coûts assez importants. Ils profitent quelquefois de l'existence de ces coûts pour alléger les rémunérations perçues par les agents.

Le retard de paiement des salaires existe aussi dans quelques-uns ou même le non-paiement de ceux-ci. Les salaires perçus dans certaines de ses entreprises sont très bas parmi d'autres sociétés existantes. Les indemnités n'existent pas, de même pour la protection sociale. En effet, la majorité des employés dans ses entreprises ne perçoivent qu'un montant inférieur au salaire minimum fixé par l'Etat.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'on assiste actuellement à une multiplication de réactions d'opposition à la présence chinoise de la part des populations d'Afrique : succession de grèves dans les mines zambiennes exploitées par les Chinois, enlèvement d'ingénieur chinois au Nigéria, ...

#### **IV. SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL :**

Les investisseurs chinois négligent et ne se préoccupent pas systématiquement des normes environnementales dans la quête des ressources naturelles et la mise en œuvre des projets d'infrastructures (routes, ponts, voies ferrées, barrages, ...)

Bref, la Chine est réputée pour le non-respect des normes environnementales en vigueur.

A Madagascar, un projet d'investissement Chinois a été suspendu dernièrement pour la cause du non-respect des études des normes environnementales imposées par l'ONE<sup>1</sup> dans l'exploitation des ressources naturelles.

La société chinoise MainLand Mining SarLU a été contrainte de stopper net ses activités depuis novembre 2011. L'objet était que la compagnie n'a pas rempli les procédures d'usage impliquant diverses parties. En effet, cette société a entamé des travaux notamment d'installation alors qu'elle ne dispose encore d'aucune autorisation environnementale. Ce qui permet d'affirmer qu'il y a, effectivement, eu manquement à certaines règles du jeu, pourtant préfixées par les deux parties engagées dans ce contrat minier sino-malgache, de la part de la société chinoise précitée en charge du projet d'extraction d'ilménite dans certaines localités du Sud-Est du pays.

##### **1. Destruction et dégradation de l'environnement :**

L'extraction de ces ressources naturelles est souvent une activité destructrice qui endommage l'écosystème et cause des problèmes aux personnes vivantes aux alentours et en aval des opérations minières. L'existence des études permet de réduire les impacts environnementaux causés par les activités d'extraction des ressources naturelles. Dans le cas de la forêt amazonienne, la contamination par mercure a entraîné des dangers et empoisonné la population marine. Aussi, les effets de l'empoisonnement peuvent être très étendus, surtout quand une retenue de déchets déborde.

---

<sup>1</sup> Office national pour l'environnement : chargée des études du respect des normes environnementales de l'investissement dans le secteur minier.

## **2. Dumping environnemental :**

Dans le contexte de forte concurrence, dans le but d'attirer des IDE, les PED pourraient être moins exigeants au niveau environnemental. Les FMN peuvent tirer parti dans les moindres exigences des pays hôtes. Cet état d'esprit expliquerait en partie pourquoi les normes environnementales auraient du mal à se diffuser dans les pays où le potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre est le plus important.

En effet, les aides et les dons qu'accorde la Chine à Madagascar influencent beaucoup les décisions des gouvernements en terme d'exigence au niveau environnemental.

Pour que les investissements de la Chine à Madagascar soient un facteur potentiel pour le développement, il faut limiter le plus possible les risques d'où il s'avère opportun de donner quelques recommandations en termes de politique économique dans le domaine des IDE.

Il faut :

### **➤ Améliorer le contexte macro-économique et institutionnel général :**

Lutter contre la corruption, raffermir les institutions pour établir un climat politique et macroéconomique stable favorable aux retombées profitables. Par ailleurs, un environnement sain et stable permet de mettre en place un cadre juridique solide capable d'accueillir les investissements chinois.

### **➤ Renégocier les contrats d'exploitation des ressources naturelles :**

Comme les investissements de la Chine à Madagascar s'orientent surtout sur les activités d'exploitation des ressources naturelles, il faut que le gouvernement propriétaire des ressources naturelles renégocie les contrats pour que ce dernier apporte plus à la caisse de l'Etat malgache.

### **➤ Améliorer les infrastructures, la technologie et les compétences humaines.**

### **➤ Renforcer les contrôles des respects des normes sociales et environnementales.**

## CONCLUSION :

Madagascar, malgré un visage de sous-développement, est un continent riche en matières premières et en pétrole. C'est pour cela que les pays comme la Chine contribuent au développement du pays en faisant des investissements directs dans le territoire malgache. Les IDE chinois à Madagascar sont des activités économiques à fort potentiel, qui mettent en valeur les richesses naturelles du pays inexploitées, et contribuent assurément à l'amélioration de la situation socio-économique du pays en créant de l'emploi dans divers secteurs et en ayant un effet d'entraînement sur d'autres secteurs de l'économie. Aussi, ces investissements améliorent également les ressources de l'Etat, et donc sa capacité à assumer des dépenses utiles pour la société (éducation, santé, infrastructures, etc.). Enfin, même si les activités d'investissement s'orientent surtout dans le domaine de l'industrie extractive, elle s'accompagne souvent de programmes de développement locaux destinés à atténuer ou compenser les effets, notamment environnementaux, de l'activité minière.

En plus de ces nombreux investissements, la Chine participe à la lutte contre la pauvreté qui sévit dans le pays en accordant des dons, en incitant l'investissement nationale tout en accordant des tarifs à taux préférentiels .....

D'autre part, il faut noter que les grands acteurs de l'économie chinoise (autant privés que publiques) qui s'implantent à l'étranger se basent de plus en plus sur des intérêts strictement économiques et commerciaux ; d'où, cette contribution chinoise au développement du pays cache une image fautive des intentions chinoises. La Chine semble œuvrer pour le développement de Madagascar mais elle est surtout préoccupée par son approvisionnement en matière énergétique et en produits de base, c'est-à-dire à la recherche des nouveaux pays riches potentiellement à exploiter. Pour ce pays émergent, l'exploitation des pays comme Madagascar est l'un des outils qui lui permet d'affronter la concurrence mondiale et d'atteindre un niveau de plus en plus élevé sur l'échiquier mondial.

En contre partie des dons, taux préférentiel et des investissements de grande ampleur ; la Chine renforce sa présence multidimensionnelle avec des risques multiples. Outre la concurrence déloyale à laquelle le grand géant chinois se livre, s'ajoute le déficit de la balance commerciale, la pollution de l'environnement, la violation des droits sociaux mais des risques sécuritaires également liés à son approvisionnement.

Ces risques ne nécessitent pas qu'on doit obligatoirement rompre les relations avec la Chine mais impliquent quelques renforcements de la part du gouvernement de la protection des territoires malgaches, à prendre conscience de la réalité qui doit être mis en place pour que ces investissements soient bénéfiques pour le pays d'accueil qui est Madagascar.

## TABLE DES MATIERES :

INTRODUCTION .....	1
PARTIE I : CADRE CONCEPTUEL ET APPROCHE METHODOLOGIQUE DES IDE.....	3
Chapitre I : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS .....	3
I.    HISTORIQUE :.....	3
II.   DEFINITIONS ET CARACTERISTIQUES: .....	5
1.    Les Investissements directs étrangers :.....	5
2.    L'entreprise ID : .....	6
3.    L'investissement direct étranger par rapport aux théories : .....	7
4.    Les firmes multinationales FMN :.....	9
Chapitre II : REALITE DE MADAGASCAR .....	14
I.    FACTEURS DE BLOCAGE AU DEVELOPPEMENT : .....	14
1.    Sur le plan économique :.....	14
2.    Sur le plan social : .....	17
3.    Problème politique :.....	18
II.   DÉTERMINANTS DES IDE À MADAGASCAR : .....	19
1.    L'existence des richesses naturelles diversifiées :.....	20
2.    Intégration au sein du marché régional : .....	23
3.    Incitation du gouvernement :.....	23
PARTIE II : INVESTISSEMENTS DIRECTS CHINOIS A MADAGASCAR : .....	25
Chapitre I : COOPERATION SINO-MALGACHE .....	25
I.    HISTORIQUE DE LA RELATION BILATERALE SINO-MALGACHE : .....	25
II.   FORUM SINO-AFRICAIN POUR UN RENFORCEMENT DE LA RELATION SINO-MALGACHE : ....	28
III.  FRUIT DE LA COOPERATION SINO-AFRICAIN POUR MADAGASCAR : .....	29
1.    Accord sur la Promotion et la Protection réciproque des Investissements APPI :.....	29
2.    Accord de coopération économique et technique :.....	30
3.    Appui à l'éducation :.....	30
Chapitre II : INVESTISSEMENT DIRECTS CHINOIS A MADAGASCAR : .....	31

I.	SITUATION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS CHINOIS A MADAGASCAR : .....	31
1.	Evolution des stocks d'IDE de la Chine à Madagascar entre 2002-2010:.....	31
2.	Evolution de flux d'IDE faits par les opérateurs chinois à Madagascar de 2003-2010 : ....	32
3.	Poids de la Chine comparée à d'autres pays investisseurs à Madagascar : .....	34
II.	NATURE DES INVESTISSEMENTS DE LA CHINE A MADAGASCAR :.....	36
1.	Activité Extractive Chinoise à Madagascar :.....	36
2.	Activités non extractives : .....	40
III.	TYPES D'ENTREPRISES À CAPITALS CHINOIS ŒUVRANT À MADAGASCAR :.....	44
1.	Entreprises franches et Privatisation chinoise: .....	46
2.	La Privatisation : .....	48
Partie III : AVANTAGES ET RISQUES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS CHINOIS A MADAGASCAR .....		50
CHAPITRE I : LES AVANTAGES TIRES DES INVESTISSEMENTS CHINOIS :.....		50
I.	EFFETS DIRECTS : .....	51
1.	Apport en capitaux financiers et industriels : .....	51
2.	Création d'emploi : .....	51
3.	Les effets sur la valeur ajoutée et la hausse du produit intérieur brut (PIB) : .....	52
4.	Amélioration du solde de la balance de paiement et commerciale :.....	53
5.	Augmentation des recettes fiscales : .....	54
6.	Les impacts au niveau social :.....	54
II.	EFFETS INDIRECTS :.....	55
1.	L'IDE offre un transfert de technologie et de compétence :.....	55
2.	IDE et les effets d'apprentissages :.....	56
3.	Effet de concurrence : .....	56
4.	Effet d'entraînement : .....	57
5.	Création d'un nouveau tissu industriel : .....	57
6.	La réalisation des infrastructures : .....	57
7.	Impact sur l'environnement : .....	58
Chapitre II : RISQUES LIÉS AUX INVESTISSEMENTS DE LA CHINE A MADAGASCAR : .....		58
I.	SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE : .....	59

1.	Déficit de la balance commerciale et de paiement :.....	59
2.	Blanchiment d'argent :.....	61
3.	Dépendance économique :.....	61
4.	Concurrence rude et déloyale :.....	62
II.	SUR LE PLAN POLITIQUE :.....	62
1.	Risques de corruption :.....	62
2.	Risques de réendettement :.....	63
3.	Relation post coloniale :.....	63
4.	Relation qui ne se base pas forcément sur le rapport « Gagnant- gagnant» :.....	63
5.	Relation qui se concentre aux intérêts de la Chine :.....	63
III.	SUR LE PLAN SOCIAL :.....	64
1.	Médiocrité des conditions de travail :.....	65
2.	Violation des droits du travail :.....	65
3.	Niveau de salaire bas :.....	65
IV.	SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL :.....	66
1.	Destruction et dégradation de l'environnement :.....	66
2.	Dumping environnemental :.....	67
	CONCLUSION :.....	68

## **Annexe 1 : Extrait de l'APPI entre Madagascar et la Chine**

Le Gouvernement de la République Populaire de Chine et le Gouvernement de la République de Madagascar (ci-après dénommés les Parties Contractantes), désireux de renforcer les relations économiques, en particulier en ce qui concerne les investissements chinois à Madagascar et investissements malgaches en Chine ; reconnaissant qu'un Accord encourageant et protégeant de tels investissements est de nature à stimuler l'initiative économique des investisseurs ainsi que les flux de capitaux et de technologies entre les deux pays ; se sont convenus de ce qui suit :

### **ARTICLE 1**

#### **DEFINITIONS**

Aux fins du présent Accord, Le terme « investissement » désigne toutes les catégories d'actifs investis par les investisseurs d'une partie contractante, conformément aux lois et règlements de l'autre partie contractante sur son territoire, et plus particulièrement mais non exclusivement : les biens meubles et immeubles ainsi que tous les droits réels relatifs à toutes les catégories d'actifs ; les actions, les valeurs, les capitaux et toute autre forme de participation, même minoritaire ou indirecte aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des parties Contractantes ; les droits de créances, les droits liés à d'autres actifs ou les droits portant sur toute prestation ayant une valeur économique ; les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle ; les droits accordés par la loi ou ceux issus de contrat légalement formés, y compris les concessions accordées en vue de la prospection, l'exploration, l'extraction et l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est réalisé.

Le terme « investisseur » désigne, toute personne physique ayant la nationalité chinoise ou malgache conformément aux lois de la République Populaire de Chine ou de la République de Madagascar respectivement ; les entités juridiques, notamment les sociétés, partenariats et autres organisations, constituées en vertu des lois et règlements de la République Populaire de Chine ou de la République de Madagascar, et qui ont leur siège sur le territoire de la République Populaire de Chine et de la République de

Madagascar respectivement.

Les personnes physiques ou entités juridiques d'une Partie Contractante citées aux points (a) et (b) de cet alinéa doivent effectuer un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante selon la législation et réglementation de cette dernière.

**Annexe 2 : Tableau des évolutions des emplois générés par les entreprises à capitaux étrangers :**

	Emplois ( effectifs)					
	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Entreprise d'IPF</b>	1 230	1 234	1 230	490	314	137
<b>Entreprise d'IDE :</b>						
<b>Entreprise Affiliée</b>	11 153	11 151	11 772	13 036	10 543	10 196
<b>Filiale</b>	32 549	37 612	37 167	29 111	35 205	29 988
<b>Succursale</b>	8 014	7 904	7 697	22 974	28 351	16 480
<b>Ensemble</b>	52 947	57 901	57 866	65 611	74 412	56 801

Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2008/2009

**Annexe3 : Extraits de lois sur les Grands Investissements Miniers**

LOI n° 2005-022 portant modification de certaines dispositions de la Loi n° 2001-031 du 08 octobre 2002 établissant un régime spécial pour les grands investissements dans le secteur minier malagasy (LGIM).

**EXPOSE DES MOTIFS**

La conviction que Madagascar dispose des ressources minières de nature à contribuer au développement du pays et l'absence de véritables grands projets en matière minière avaient constitué les principaux motifs de l'adoption de la Loi no 2001-031 du 8 octobre 2002 établissant un régime spécial pour les Grands investissements dans le secteur minier malagasy (« LGIM »). Ce texte important a ainsi instauré un régime juridique, fiscal, douanier et des changes, attractif et original destiné à accompagner sur le long terme des projets miniers de très grande envergure. Près de deux années après la promulgation de ce texte, force est cependant de constater qu'aucun projet minier n'a été déclaré éligible au régime établi par cette loi. Or, les motifs initiaux de cette loi demeurent d'actualité compte tenu des retombées économiques et sociales directes et indirectes que peuvent générer de grands investissements miniers (retombées en termes de

ressources fiscales et douanières directes, retombées en termes d'emploi, en termes d'infrastructure, retombées sociales).

Aussi apparaît-il plus que jamais nécessaire d'attirer les investisseurs susceptibles de réaliser de grandes exploitations minières à l'heure où s'exerce entre pays miniers une compétition économique sur les différents régimes proposés au secteur minier. Un examen des différents projets miniers d'envergure récemment réalisés ou en cours de réalisation dans le monde montre que seulement la moitié des investissements dans ces projets miniers dépassent 50 millions de Dollars US (environ 440 milliards FMG au 18 février 2005). Le seuil d'éligibilité aux dispositions de la Loi sur les Grands Investissements Miniers (LGIM), fixé à 1.000 milliards de FMG en valeur au 31 juillet 1999, actualisé annuellement, apparaît donc beaucoup trop important pour permettre à Madagascar de voir se développer de telles activités.

Pour cette raison, la principale modification proposée par le présent projet de loi est d'abaisser le seuil d'éligibilité à la Loi sur les Grands Investissements Miniers (LGIM) de 1000 à 250 milliards de FMG, soit 50 milliards d'Ariary, en valeur au 30 juillet 1999. Ce nouveau seuil est plus adapté aux réalités de l'économie minière. Il est en effet de nature à élargir les champs des projets possibles, en incluant des projets des investisseurs nationaux, tout en restant suffisamment important pour limiter le nombre des projets envisageables à Madagascar qui puissent bénéficier du régime spécial instauré par la Loi sur les Grands Investissements Miniers (LGIM) à un ou deux par année au plus.

**Nom:** ANDRIATSITOHAINA

**Prénoms:** Tantely Ny Hasina

**Titre:** Investissement direct chinois à Madagascar : Avantages et risques

**Nombre de page:** 69

**Nombre de figure:** 1

**Nombre de tableau:** 11

## **RESUME**

Compte tenu des problèmes de développement de Madagascar, l'épargne malgache ne permet pas de contribuer à l'investissement national d'où il est impératif pour les malgaches d'attirer au maximum les flux de capitaux venant de l'étranger.

Depuis 2000, Madagascar a participé au forum de coopération sino-africain, et ainsi l'investissement direct chinois à Madagascar a connu un accroissement considérable.

Les investissements de la Chine à Madagascar revêtent plusieurs formes et atteignent divers branches d'activités de l'économie malgache. Cependant, la structure a reflété la prédominance de la branche « activités extractives ».

Bref, ces investissements sont bénéfiques pour l'économie malgache du fait qu'il contribue à la croissance économique du pays. Mais des risques aussi sont à prévoir dans les investissements de ces firmes multinationales chinoises à Madagascar surtout sur le plan social, politique, économique et environnemental.

Par ailleurs, pour que ces investissements chinois profitent à l'économie Malgache, il faut quelque renforcement de la part des gouvernements dans la protection du territoire, dans le respect des normes des investissements, et par l'instauration d'un climat favorable.

---

**Mots clés :** Investissement direct étranger, Forum sino-africain, firme multinationale, croissance économique.

**Encadreur :** Professeur Jeannot RAMIARAMANANA

**Adresse de l'auteur :** Lot III I 42 Soanierana Antananarivo

**E-mail :** [tantelynyhasina@gmail.com](mailto:tantelynyhasina@gmail.com)